



Larbaoui out, régulation du commerce, protection du citoyen

TEBBOUNE MET DE L'ORDRE

Page 5

LE JEUNE

INDÉPENDANT

N° 8275 — SAMEDI 30 AOÛT 2025

FÊTE DU MAWLID ENNABAOU

Attention aux pétards

Page 6

www.jeune-independent.net

direction@jeune-independent.net

EXCLUSIF

Le chef de l'armée indienne au *Jeune Indépendant* :

«LES ARMÉES ALGÉRIENNE ET INDIENNE FONT FACE AUX MÊMES DÉFIS»

En visite à Alger, la première du genre, le chef d'état-major de l'armée de Terre indienne, le général Upendra Dwivedi, a accordé un entretien exclusif au Jeune Indépendant, dans lequel il livre sa lecture sur les perspectives de coopération militaire entre l'Algérie et l'Inde, notamment dans la lutte conjointe contre le terrorisme et les opportunités de partenariat en matière de défense et de technologie.

Page 3



RENTRÉE UNIVERSITAIRE

Sous le virage de la numérisation

Page 6

SOMMET DE L'ORGANISATION
DE COOPÉRATION DE SHANGHAI

L'union sacrée du Sud global

Page 7

ELIMINATOIRES MONDIAL 2026

Petkovic dévoile sa liste de 26

Page 8

CHANEGRIHA REÇOIT LE CHEF D'ÉTAT-MAJOR DE L'ARMÉE INDIENNE

Alger et New Delhi scellent un axe stratégique

La rencontre entre le général d'armée Saïd Chanegriha et son homologue indien, le général d'armée Dwivedi Upendra, traduit la volonté d'Alger et de New Delhi de hisser leur coopération militaire à un niveau stratégique, dans un contexte international marqué par de profonds bouleversements sécuritaires.



Le général d'armée Saïd Chanegriha, ministre délégué auprès du ministre de la Défense nationale et chef d'état-major de l'Armée nationale populaire (ANP), a reçu, jeudi dernier, en audience le général d'armée Dwivedi Upendra, chef d'état-major des Forces terrestres indiennes, à la tête d'une délégation militaire de haut rang. C'est ce qu'a indiqué un communiqué du ministère de la Défense nationale.

Le général d'armée Chanegriha a rappelé que « les relations entre nos deux pays connaissent une évolution ascendante ». En dressant un panorama des récentes étapes du rapprochement algéro-indien, il a cité la visite officielle en Algérie de la présidente de la République de l'Inde, Droupadi Murmu, en octobre 2024, ainsi que la multiplication des contacts à haut niveau.

Le chef d'état-major a également souligné l'importance de sa propre visite officielle à New Delhi, en février dernier, au cours de laquelle plusieurs accords et mécanismes de coopération ont été consolidés. Il a rappelé que la participation du général Anil Chauhan, chef d'état-major des

Forces armées indiennes, aux célébrations d'anniversaire de la révolution de Novembre à Alger, a constitué « un symbole fort de l'attachement mutuel à l'histoire et à la souveraineté des nations ». Pour Saïd Chanegriha, tous ces signaux convergent vers « la volonté ferme de bâtir un partenariat militaire durable, fondé sur la confiance mutuelle et la convergence des intérêts stratégiques ». Il a également rappelé le rôle central de l'Algérie dans son environnement immédiat. Située au carrefour du Maghreb, du Sahel et de la Méditerranée, l'Algérie fait face à des défis sécuritaires multiples, allant de la lutte antiterroriste au contrôle des frontières, dans un contexte marqué par l'instabilité chronique du Sahel et par la persistance des réseaux criminels transnationaux. L'expérience accumulée par l'ANP dans la lutte contre le terrorisme, couplée à la modernisation constante de ses capacités de défense, confère au pays un statut particulier dans la région. C'est précisément cette stature qui attire des partenaires de poids tels que l'Inde, soucieux de renforcer leur coopération avec un Etat réputé pour sa résilience et sa

diplomatie de non-alignement.

Pour sa part, le général d'armée Dwivedi Upendra a salué la solidité de ce partenariat et affirmé que l'Inde considérait l'Algérie comme « un partenaire fiable en Afrique et en Méditerranée ». Dans la stratégie de New Delhi, l'ouverture vers l'Afrique est désormais une priorité. L'Inde, puissance émergente de l'Indo-Pacifique, cherche à élargir son rayonnement diplomatique et militaire au-delà de son aire traditionnelle d'influence.

Le choix de l'Algérie s'impose naturellement, pays pivot, porteur d'une légitimité historique et d'une diplomatie indépendante, Alger constitue un point d'ancrage idéal dans le cadre des recompositions géopolitiques en cours. Par ailleurs, la délégation indienne a mené un programme dense, traduisant la diversité des domaines de coopération envisagés.

Reçus par le général de corps d'armée Mostefa Smaali, commandant des Forces terrestres, les responsables indiens ont échangé sur les doctrines d'emploi des forces, les capacités d'interopérabilité et les opportunités de formation croisée.

Leur visite au Bureau des enseignements militaires et à l'Inspection centrale des fabrications militaires a souligné l'intérêt croissant pour l'industrie de défense et la production locale.

A Cherchell, berceau de la formation des élites militaires nationales, comme à l'Ecole de commandement et d'état-major, la délégation a pu constater la qualité des infrastructures pédagogiques et l'exigence du modèle de formation de l'ANP.

Enfin, le programme a été complété par des visites à des sites historiques et archéologiques, rappelant que la coopération algéro-indienne ne se limite pas aux armes et à la stratégie, mais s'inscrit dans une relation globale, où la mémoire, la culture et le respect mutuel occupent une place centrale.

Il convient de noter que si cette visite s'inscrit dans la continuité des contacts bilatéraux, elle prend aussi une signification géopolitique plus large. L'Algérie et l'Inde se retrouvent aujourd'hui à la croisée des chemins d'un monde en recomposition. A

l'heure où les rivalités de grandes puissances se durcissent et où les tensions régionales se

multiplient, Alger et New Delhi choisissent d'affirmer leur indépendance stratégique.

La coopération militaire entre les deux pays illustre ainsi un mouvement plus vaste. Celui de la montée en puissance des partenariats Sud-Sud. En conjuguant leurs forces, pour Alger, il s'agit de diversifier ses alliances et de renforcer sa capacité de projection diplomatique et sécuritaire. Pour l'Inde, c'est l'opportunité de s'affirmer comme un acteur global, en dialogue avec des pays qui partagent la même vision d'un monde fondé sur la souveraineté des nations et le rejet des hégémonies.

Au-delà des accords et des visites officielles, cette rencontre Chanegriha-Upendra apparaît ainsi comme le signe d'une convergence stratégique durable. Portant le message que face aux incertitudes internationales, l'Algérie et l'Inde entendent écrire, ensemble, une nouvelle page des équilibres mondiaux.

Celle de défendre la souveraineté des nations, de consolider les partenariats Sud-Sud et de contribuer à l'émergence d'un ordre mondial international plus juste.

Sihem Bounabi

MANDAT PROLONGÉ POUR LA FINUL

L'Algérie plaide pour une paix durable au Liban

L'ALGÉRIE a salué la décision de l'ONU de prolonger jusqu'en 2026 le mandat de la Force intérimaire au Liban (FINUL). Pour son représentant à New York, Amar Bendjama, cette résolution ouvre une nouvelle étape pour la stabilité régionale, mais la paix restera « hors de portée » tant que l'occupation israélienne se poursuivra.

Le diplomate a toutefois averti que la paix et la stabilité régionales demeureront « hors de portée » tant que l'occupation israélienne de territoires arabes se poursuivrait. « La mise en œuvre de cette décision doit être globale et non sélective, en couvrant l'ensemble des engagements, y compris

pris ceux que l'entité sioniste continue d'ignorer », a-t-il précisé.

Créée en 1978, la FINUL a pour mandat de surveiller le retrait israélien du Liban, de contribuer au rétablissement de la paix et de soutenir les autorités libanaises dans l'exercice de leur souveraineté sur tout le territoire. Pour Amar Bendjama, cette mission reste « essentielle » car elle a permis de réduire les tensions, de prévenir les malentendus militaires et de soutenir le cessez-le-feu.

« Son rôle a également été crucial pour permettre le déploiement de l'armée libanaise dans le sud du pays », a-t-il rappelé,

rendant hommage à « l'engagement des autorités libanaises à honorer leurs obligations et à exercer leur pleine souveraineté ».

Le représentant algérien a souligné l'importance pour le Conseil de sécurité de demeurer « prêt à réexaminer cette décision à la lumière des évolutions futures, selon la situation sur le terrain et les options que présentera le Secrétaire général de l'ONU ». Il a insisté sur le fait que toute mission de maintien de la paix devait être conduite « dans le respect de la volonté du pays hôte et en fonction des réalités sur le terrain ». Interrogé sur le bilan de la

FINUL, Bendjama a estimé que son mandat n'était pas encore entièrement rempli, puisque « des territoires libanais demeurent sous occupation ». Il a ainsi appelé la communauté internationale à poursuivre son soutien au Liban afin qu'il puisse retrouver stabilité et prospérité.

« Sans mettre fin à l'occupation israélienne des territoires arabes, la paix et la stabilité dans la région resteront hors de portée », a-t-il conclu, rappelant qu'Israël n'avait toujours pas respecté ses engagements au titre de la résolution 1701 et du dispositif de cessation des hostilités.

Aymen D.

LE CHEF DE L'ARMÉE INDIENNE AU JEUNE INDÉPENDANT :
«Les armées algérienne et indienne
font face aux mêmes défis»

En visite à Alger, la première du genre, le chef d'état-major de l'armée de Terre indienne, le général Upendra Dwivedi, a accordé un entretien exclusif au Jeune Indépendant, dans lequel il livre sa lecture sur les perspectives de coopération militaire entre l'Algérie et l'Inde, notamment dans la lutte conjointe contre le terrorisme et les opportunités de partenariat en matière de défense et de technologie.

Entretien réalisé par Nassim Mecheri

Le Jeune Indépendant : C'est la première visite d'un chef d'état-major de l'armée indienne en Algérie. Quelles sont vos premières impressions et comment voyez-vous l'évolution de la relation de défense entre les deux pays ?

Le général Upendra Dwivedi : L'Inde et l'Algérie ont toujours entretenu des relations chaleureuses et étroites. Nos deux pays partagent un passé marqué par la colonisation. L'Inde a soutenu l'Algérie dès le début de son mouvement de libération. Le Front de libération nationale (FLN) avait même ouvert un bureau en Inde à la fin des années 1950. L'Inde a été l'un des premiers pays à reconnaître l'Algérie comme nation indépendante et souveraine.

Dans les années 1960, le leadership de l'Inde au sein du Mouvement des non-alignés a été fortement apprécié par l'Algérie. Nos deux pays ont d'ailleurs façonné leur politique étrangère sur les solides principes du non-alignement.

Aujourd'hui, l'Inde et l'Algérie font face à des défis sécuritaires communs qui rapprochent encore davantage nos nations. En octobre 2024, la Présidente indienne a effectué la toute première visite d'un chef d'État indien en Algérie. Peu après, le Chef d'État-Major de la Défense s'est rendu en Algérie dans la continuité de cette visite présidentielle. À cette occasion, un mémorandum d'entente sur la coopération en matière de défense a été signé.

Nous avons eu l'honneur d'accueillir en Inde le ministre délégué auprès du ministère de la Défense le général d'Armée Saïd Chanegriha en février dernier, à l'occasion du salon Aero India. La délégation conduite par le général d'armée a pu visiter quatre villes différentes durant ce séjour. La tenue réussie du séminaire sur la défense en juillet 2025 illustre parfaitement le partenariat croissant entre nos deux pays.

Concernant ma visite, j'ai eu des échanges très fructueux avec le commandant des forces terrestres, le général de corps d'armée Mustapha Smaili, au cours desquels nous avons établi une excellente entente. Celle-ci servira de base à nos futures coopérations militaires. J'ai également été impressionné par le professionnalisme que j'ai constaté lors de ma visite à l'Académie militaire de Cherchell, d'où j'en tire des enseignements précieux pour nos institutions de formation.

Mes échanges avec le général-major Aouamari, chef de la formation militaire, ainsi qu'avec le général-major Badaoui Abdelghani, directeur des industries militaires, ont également été très productifs. Je suis convaincu que ces interactions aboutiront à des coopérations concrètes dans le domaine militaire et de l'industrie de défense, au bénéfice mutuel de nos deux armées.

Selon vous, quelles perspectives voyez-vous pour un approfondissement des échanges opérationnels et de la coopération en matière de formation entre les deux armées ?

L'Armée indienne attache une grande importance au renforcement de ses liens avec l'Armée nationale populaire algérienne. Nos deux pays sont confrontés à des défis sécuritaires communs dans l'environnement géopolitique actuel : terrorisme, frontières instables,



Le général Upendra Dwivedi
Chef d'état-major de l'armée
indienne.

sécurité territoriale et côtière, ainsi que la sécurité intérieure. Je vois un potentiel considérable pour des échanges opérationnels, notamment dans la lutte antiterroriste, la guerre mécanisée, le maintien de la paix, ainsi que dans des domaines émergents comme l'intelligence artificielle, les systèmes de drones (UAS) et les contre-mesures anti-drones. Ces échanges peuvent prendre la forme d'exercices militaires bilatéraux, de séminaires d'experts ou encore d'échanges d'instructeurs entre nos deux armées. Il existe également une convergence entre nos deux pays en ce qui concerne certains équipements de défense communs.

Cela ouvre un large potentiel de coopération dans l'entretien et la maintenance de ce matériel. La coopération en matière de formation constitue le socle de nos liens de défense. Nous serions favorables à davantage d'échanges d'officiers, à la participation mutuelle à nos cursus de formation, ainsi qu'au partage de nos meilleures pratiques. Nous pourrions aussi envisager le déploiement d'équipes de formation adaptées aux besoins spécifiques. Une telle collaboration permettrait non seulement de renforcer nos capacités professionnelles respectives, mais aussi d'améliorer notre interopérabilité, tout en contribuant de manière significative à la sécurité régionale et mondiale.

L'attentat terroriste de Pahalgam, le 22 avril 2025, qui a entraîné la mort de 26 touristes innocents, a été particulièrement atroce et lâche. Vous avez mené l'opération SINDOOR, en mai 2025. Quelles en étaient les raisons et les objectifs principaux ? L'Inde a-t-elle atteint ces objectifs ?

L'attentat de Pahalgam, survenu le 22 avril 2025, a coûté la vie à 26 civils innocents, principalement des touristes, dans la région du Jammu-et-Cachemire a choqué tout le peuple indien ainsi que le monde entier. Il s'agit de l'attaque contre des civils la plus meurtrière en Inde depuis les attentats de Mumbai en 2008. Les assaillants, liés au Lashkar-e-Taiba (LeT) et à son émanation, le Resistance Front (TRF), ont été localisés dans un État voisin, ce qui a poussé l'Inde à réagir fermement. L'opération a visé neuf camps terroristes, dont des quartiers généraux

stratégiques associés au LeT et au JeM. Elle a ciblé exclusivement les infrastructures terroristes, en évitant volontairement les zones civiles et militaires, ce qui témoigne d'une approche mesurée et proportionnée. L'opération SINDOOR a été conçue de manière réfléchie, sans escalade, proportionnée et destinée à dissuader toute agression supplémentaire, tout en démontrant la capacité de l'Inde à agir avec fermeté sans provoquer une escalade généralisée. Nous n'avons utilisé qu'une infime partie de nos ressources pour cette opération. L'Inde a largement atteint les objectifs qu'elle s'était fixés pour l'opération SINDOOR. Les frappes ont permis de rendre justice pour l'attentat de Pahalgam, en détruisant neuf grands camps terroristes et en éliminant des chefs terroristes clés ainsi que plus d'une centaine de terroristes. Tout cela a été mené en évitant soigneusement les cibles civiles et militaires, ce qui a démontré à la fois précision et retenue. L'opération a envoyé un message clair de dissuasion, entraînant une forte baisse des incidents terroristes dans le Jammu-et-Cachemire au cours des mois suivants. Elle a aussi renforcé le moral national et atteint ses objectifs fondamentaux : rendre justice, dissuader, démanteler les infrastructures terroristes, et prouver la capacité de l'Inde à agir de manière responsable mais résolue.

L'Inde a fait preuve d'avancées significatives dans le domaine des technologies de défense et de l'intégration interarmées. Voyez-vous des opportunités de collaboration entre l'Algérie et l'Inde dans ce domaine ?

Les forces armées indiennes ont fait preuve d'avancées notables en matière d'industrialisation nationale, d'intégration interarmées et de technologies de défense dans le cadre de l'initiative Atmanirbhar Bharat (l'Inde auto-suffisante).

Il s'agit d'un tournant décisif, prouvant que les entreprises publiques de défense (DPSUs), les grandes industries, les PME et les startups peuvent fournir des solutions de combat prêtes à l'emploi pour des opérations multidomaines. Cette dynamique illustre également la capacité de l'Inde à concevoir et exporter des systèmes de défense avancés, inspirant confiance à des partenaires comme

l'Algérie, qui recherchent des solutions fiables, efficaces sur le terrain.

Les opportunités de collaboration en matière de défense et de technologie sont nombreuses ; notre coopération se concentrerait sur des projets conjoints, des exercices militaires et des programmes de renforcement de capacités. Nous serions disposés à adapter ces mécanismes aux besoins spécifiques exprimés par l'Algérie, entre les forces armées respectives de nos deux pays. Les exercices conjoints et les stages de formation sont des outils précieux pour partager les meilleures pratiques et renforcer nos partenariats. Des visites régulières dans nos pays respectifs, l'organisation de séminaires et la conduite de programmes de recherche et développement figurent également parmi nos priorités pour améliorer considérablement notre coopération en matière de défense. Un livret présentant les réussites de l'Inde en matière d'autonomie stratégique et ses capacités dans le secteur de la défense, notamment à travers l'initiative iDEX, a déjà été partagé avec les forces armées algériennes pour nourrir cette coopération future.

Selon vous, quelle est la feuille de route pour la coopération en matière de défense entre l'Algérie et l'Inde ?

La coopération entre les deux pays a un avenir prometteur. Il est nécessaire d'adopter une approche multidimensionnelle pour renforcer la coopération de défense entre nos deux grandes nations et armées. Les forces armées algériennes jouissent d'un statut élevé, tant par leur professionnalisme que par la solidité de leurs équipements. Nos deux armées partagent des expertises communes dans la gestion des frontières, la guerre mécanisée, la lutte antiterroriste, les opérations de secours humanitaires (HADR) et la protection des intérêts nationaux.

Ces convergences ouvrent la voie à une coopération accrue, notamment à travers plusieurs étapes. D'abord, il y a la formation militaire où il s'agirait d'élargir la coopération à des cursus militaires, à des échanges d'experts dans des domaines technologiques de pointe comme le cyber, l'intelligence artificielle, les systèmes de drones (UAS) et les contre-mesures anti-drones. Nous envisageons également l'envoi d'équipes de formation adaptées aux besoins spécifiques de l'Armée algérienne.

Ensuite, il y a l'interopérabilité. Nous devons développer des exercices conjoints organisés alternativement en Algérie et en Inde, pour renforcer la coordination opérationnelle. Ajoutez à cela des mécanismes d'échanges réguliers tels que des dialogues entre états-majors et des visites de haut niveau, afin d'assurer la continuité et l'orientation stratégique.

Et enfin, il y a la coopération industrielle en encourageant des partenariats dans le secteur de l'industrie de défense, afin de soutenir les deux pays dans la production et la maintenance d'équipements.

Votre message pour conclure ...

C'est avec une grande satisfaction que je vais repartir en Inde car l'avenir de la coopération entre les deux pays est plus que prometteur. L'Algérie et l'Inde seront des partenaires militaires très proches à l'avenir, notamment avec la prochaine visite du Président algérien Abdelmadjid Tebboune en Inde prévue en 2026.

RÉGULARISATION DU FONCIER AGRICOLE

Première réunion à Médéa

DANS le cadre de l'application des mesures contenues dans la circulaire interministérielle n°02 du 01 juin 2025 relative à la régularisation du foncier agricole, une réunion du comité d'assainissement du foncier agricole a eu lieu, mercredi dernier, sous la présidence du wali Djillali Doumi. La réunion s'est tenue en présence du secrétaire général de la wilaya, des chefs de daïra, des P/APC, des représentants du secteur de l'agriculture, des directeurs de l'exécutif concernés et de représentants de l'Union nationale des paysans algériens (UNPA). La convocation de la réunion fait suite à l'installation, le 25 juin 2025, du comité de wilaya chargé de l'assainissement du foncier agricole dont la mission porte sur le recensement, l'examen et le traitement des questions foncières, avec un suivi assuré via la plateforme numérique du ministère de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche. Dans cet objectif, le comité doit «examiner les principales problématiques, notamment l'absence de contrats définitifs, les retards dans les transferts de droits de jouissance, les abus dans les cessions de terres, les litiges successoraux et écarts entre les superficies documentées et la réalité», a indiqué un communiqué de la wilaya. Le wali a insisté auprès des membres du comité sur «le respect de la légitimité et le travail dans la transparence du comité. Et que pour cela, il y a lieu de «mobiliser tous les secteurs et de déployer davantage d'efforts pour résoudre les problèmes et mettre fin aux obstacles qui entravent le processus d'assainissement du foncier agricole». La mise en œuvre des mesures prévues dans le cadre de la circulaire interministérielle susmentionnée est de garantir la préservation et la protection des terres agricoles, «facteurs-clés pour garantir la sécurité alimentaire, cette dernière étant l'une des priorités absolues de l'Etat». Car la stratégie des pouvoirs publics est de répondre au «problème de durabilité, essentiellement, dans l'exploitation des terres agricoles, d'où la nécessité de les protéger, étant un élément clé dans la sécurité alimentaire».

Nabil B.

TÉLÉCOMS À L'IATF 2025

Les orientations de Zerrouki

LE MINISTRE de la Poste et des Télécommunications, Sid Ali Zerrouki, a présidé jeudi une rencontre d'orientation pour s'enquérir de toutes les dispositions prises en matière de télécommunications en prévision de la Foire commerciale intra-africaine (IATF -2025) qui se tiendra à Alger du 4 au 10 septembre prochain. C'est ce qu'a indiqué un communiqué du ministère. Lors de cette réunion, les instructions ont porté sur «la garantie d'une couverture téléphonique de haute qualité y compris les services d'internet fixe et mobile et ce, au niveau de tous les sites abritant l'évènement et les établissements d'hébergement» tout en proposant des offres exceptionnelles aux invités participants, est-il souligné de même source. Ainsi, Zerrouki a donné des instructions pour prendre en charge tous les aspects nécessaires au succès de cet événement à l'effet de donner une image honorable de l'Algérie devant les délégations participantes tout au long de cet événement important aux dimensions régionale et internationale.

S. N.

LA BANQUE D'ALGÉRIE A PRIS DEUX MESURES CLÉS

Un coup de boost à l'économie nationale

La Banque d'Algérie vient de prendre deux décisions majeures à même de donner un coup de boost à l'économie nationale. La première a trait au taux directeur et la seconde au taux de la réserve obligatoire. Ces deux taux sont revus à la baisse à la faveur des évolutions récentes et des perspectives à moyen terme des indicateurs économiques jugés positifs.



Deux décisions majeures.

La décision d'abaisser le taux directeur de 25 points de base, le fixant à 2,75 % contre 3 % auparavant, a donc été prise par le Conseil monétaire et bancaire, a indiqué la Banque d'Algérie (BA) dans un communiqué rendu public jeudi, à l'issue d'une réunion dudit Conseil en session ordinaire, sous la présidence du gouverneur de la Banque d'Algérie, Salah Eddine Taleb. Le Conseil monétaire et bancaire a également décidé de réduire le taux de la réserve obligatoire de 100 points de base, le ramenant à 2 % contre 3 % précédemment, lors de cette réunion qui a été consacrée à «l'examen de la conjoncture économique et monétaire, ainsi qu'aux mesures de politique monétaire à mettre en œuvre». Ce sont des taux incitatifs qui rendent les crédits moins chers et, par conséquent, encouragent

les investisseurs à y avoir recours, tout en stimulant la consommation. Ce qui donne un dynamisme certain à la machine économique du pays et la renforce, dans le sillage des indicateurs relevés par la Banque d'Algérie. Cette dernière a indiqué que «cet assouplissement vise à renforcer la capacité du système bancaire à financer l'économie nationale, à la lumière des évolutions récentes et des perspectives à moyen terme». La croissance économique que la Banque centrale a qualifiée de «vigoureuse» au cours du premier trimestre de 2025 affiche des taux nettement au-dessus de la moyenne de beaucoup de pays, y compris ceux appelés pays émergents. La croissance économique a enregistré un taux de 4,5 % au cours du premier trimestre de 2025, contre 4,2 % à la même

période de 2024, grâce à «une croissance réelle record des secteurs hors hydrocarbures de 5,7 % au premier trimestre de 2025, contre 4,3 % au premier trimestre de 2024», selon les précisions de la BA. Le même document fait également état d'une «croissance modérée de la masse monétaire au sens large», évaluée à 3,81 % à la fin de juin 2025 par rapport à la fin de décembre 2024. «Cette progression est principalement due à la hausse des crédits à l'économie», a expliqué la BA, indiquant que lesdits crédits ont enregistré «une croissance appréciable de 5,36 % en un semestre (à la fin de décembre 2024 et la fin de juin 2025), contre un taux de croissance de 5,26 % durant toute l'année 2024». Autre indicateur positif, le taux d'inflation pour lequel la Banque d'Algérie a relevé une

nette décélération. «En glissement annuel, l'inflation globale est tombée à 0,35 % en juillet 2025, soit une baisse de 6 points par rapport au même mois de 2024. L'inflation moyenne annuelle a également reculé à 3,14 % en juillet 2025, contre 6,12 % en juillet 2024», est-il précisé. «L'inflation sous-jacente a suivi la même tendance, passant de 3,92 % en juillet 2024 à 2,58 % en juillet 2025, confirmant le trend baissier durable de l'inflation, restée durant plusieurs mois consécutifs en dessous de l'objectif de la politique monétaire», est-il ajouté dans le même texte. Le Conseil monétaire et bancaire restera «attentif» aux évolutions économiques nationales et internationales et se tient prêt à ajuster ses instruments de politique monétaire en fonction des objectifs fixés, a conclu le même document.

T. Gacem

LES AMBASSADEURS DE L'AFRIQUE DU SUD ET D'IRAN REÇUS PAR REZIG

Vers le renforcement de la coopération commerciale

L'ÉTAT et les perspectives de la coopération commerciale de l'Algérie avec l'Afrique du Sud et l'Iran ont été passés en revue par le ministre du Commerce extérieur et de la Promotion des exportations et les ambassadeurs des deux pays. La volonté de hisser les relations bilatérales a été soulignée par ces responsables, qui ont examiné les mécanismes de renforcer le partenariat commercial. Lors de l'audience accordée, jeudi, par le ministre du Commerce extérieur et de la promotion des exportations, Kamel Rezig, à l'ambassadeur d'Afrique du Sud, Ndumiso Ndimba Ntshinga, il a été question des relations bilatérales dans le domaine du commerce et surtout des moyens de renforcer cette coopération. Les deux parties ont ainsi passé en revue l'état et les perspectives du commerce entre les deux pays, réaffirmant «la solidité des relations bilatérales et la nécessité de les hisser au niveau

d'un partenariat stratégique au mieux des intérêts des deux peuples amis», a indiqué le ministère dans un communiqué. C'est ainsi qu'il a été convenu de «renforcer les échanges commerciaux bilatéraux en diversifiant les canaux de coopération économique, notamment à travers l'organisation de foires dédiées aux produits algériens en Afrique du Sud pour permettre au produit national d'accéder à de nouveaux marchés à fort potentiel et l'organisation d'expositions similaires pour les produits sud-africains en Algérie pour mieux faire connaître ces produits aux Algériens», a-t-on précisé. Rezig a, dans ce sens, réaffirmé «l'engagement de l'Algérie à ouvrir de plus larges perspectives de partenariat, conformément à la politique du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, visant à renforcer l'intégration économique africaine et à soutenir le commerce intra-africain

dans le cadre de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf)». L'état des relations commerciales avec l'Iran et les perspectives de leur développement ont été également examinées par le ministre du Commerce extérieur et l'ambassadeur iranien, Mohammad Reza Babeei. Lors de cette rencontre, les deux parties ont souligné «la nécessité de hisser les échanges commerciaux bilatéraux à des niveaux supérieurs, à la hauteur des grandes potentialités dont disposent les économies des deux pays». Les deux parties ont, dans cette optique, mis en avant l'importance d'encourager l'élargissement des domaines de coopération dans les secteurs prioritaires, en vue d'ouvrir de nouvelles perspectives aux entreprises économiques des deux pays, a fait savoir le ministère du Commerce Extérieur.

Hamid B.

APPROVISIONNEMENT DU MARCHÉ ET LUTTE CONTRE LA SPÉCULATION

Les instructions fermes du Président

La question de l'approvisionnement régulier du marché en divers produits ainsi que la lutte contre la spéculation ont été une nouvelle fois à l'ordre du jour d'une réunion de haut niveau. Des instructions fermes ont été données par le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, afin d'éviter toute perturbation dans l'approvisionnement du marché. Toutes les parties prenantes ont pris part à cette réunion, qui s'est tenue jeudi dernier, à quelques jours de la rentrée sociale.

Un ensemble d'orientations ont été données par le président de la République, lors de cette réunion de travail consacrée au secteur du commerce et au renforcement des mécanismes de régulation du marché national. Le chef de l'Etat a «donné des instructions et des orientations pour redoubler de vigilance dans l'approvisionnement du marché national en divers produits, afin d'éviter toute forme de perturbation ou de pénurie dans les produits de large consommation», a indiqué la présidence de la République dans un communiqué.

Une démarche proactive devrait être adoptée pour parer à toute perturbation qui peut surgir sur le marché, avec une application stricte des lois. Le Président a «insisté sur la nécessité d'agir avec la rigueur requise pour répondre aux besoins des citoyens et de veiller au respect et à l'application des lois de la République pour poursuivre la lutte contre la fraude et la spéculation sans toucher aux vivres des Algériens».

Abdelmadjid Tebboune a, par ailleurs, salué l'intégrité de la majorité des opérateurs économiques et des agriculteurs, ainsi que leur rôle notable dans l'accompagnement des efforts de l'Etat dans l'organisation du marché.

La réunion, qui s'est déroulée en présence du Premier ministre par



Le Président Tebboune lors de la réunion de haut niveau.

interim, Sifi Ghrieb, du ministre délégué auprès du ministre de la Défense nationale, chef d'état-major de l'Armée nationale populaire, le général d'armée Saïd Chanegriha, du directeur de cabinet à la présidence de la République, Boualem Boualem, s'est distinguée par la participation de toutes les parties prenantes, à savoir les départements ministériels ainsi que des représentants de plusieurs Offices interprofessionnels, en sus des services de sécurité. Plusieurs ministres ont pris part à cette réunion, à savoir le ministre

d'Etat, ministre de l'Energie, des Mines et des Energies renouvelables, les ministres des Finances, de l'Agriculture, de l'Industrie, du Commerce intérieur et de la Régulation du marché national, du Commerce extérieur et de la Promotion des exportations et enfin de l'Industrie pharmaceutique. Ont également assisté à la réunion le conseiller du président de la République chargé de la Direction générale de la communication, le directeur général de la sécurité intérieure, le commandant de la Gendarmerie nationale

par interim, le chef du Département organisation-logistique de l'état-major de l'ANP, le directeur général de la Sûreté nationale, le gouverneur de la Banque d'Algérie et le président de l'Association professionnelle des banques et des établissements financiers (ABEF).

Cette réunion consacrée au Commerce et à la régulation du marché national a été, en outre, marquée par la participation des présidents et directeurs généraux de l'Office algérien interprofessionnel des céréales (OAIC), de l'Office national interprofessionnel

du lait et des produits laitiers (ONIL), du groupe Agro-industries (Agrodiv), de Naftal, de la Pharmacie centrale des hôpitaux (PCH), du Groupe Agro-logistique (Agrolog) et du Groupe Saidal.

C'est dire que l'ensemble des intervenants dans l'approvisionnement du marché dans divers secteurs étaient présents.

Dans ce cadre, il convient de rappeler qu'une réunion consacrée à l'examen des mesures prises afin de garantir un approvisionnement régulier et équilibré du marché national et des préparatifs de la prochaine rentrée sociale et économique a été tenue au début du mois d'août, au niveau du ministère du Commerce intérieur. La nécessité de poursuivre la dynamique enclenchée en intensifiant le contrôle sur les produits de base et les produits sensibles, et en renforçant la présence sur le terrain pour relever tout dysfonctionnement avait été soulignée par le premier responsable du secteur.

Celui-ci avait alors affirmé l'engagement du secteur du commerce à appliquer rigoureusement les orientations du président de la République, visant à renforcer la sécurité alimentaire et à stabiliser le marché, dans le cadre d'une vision globale basée sur la gouvernance, la transition numérique et l'action proactive sur le terrain.

Lilia A. A.

TEBBOUNE MET FIN AUX FONCTIONS DE LARBAOUI

Sifi Ghrieb nommé Premier ministre par intérim

C'EST le quatrième chef de gouvernement depuis l'élection de Abdelmadjid Tebboune à la magistrature suprême en décembre 2020. Le nouveau changement à la tête de l'exécutif est intervenu avant-hier.

Selon un communiqué de la Présidence, le président de la République a mis fin aux fonctions de Nadir Larbaoui en tant que Premier ministre. Le chef de l'Etat a désigné le même jour le ministre de l'Industrie, Sifi Ghrieb, pour assurer l'intérim.

Aucun autre détail sur ce décret présidentiel n'a été fourni, laissant libre cours sur des informations d'un futur remaniement ministériel ou sur le maintien de Sifi Ghrieb dans son nouveau poste.

Ce dernier a pris ses fonctions au palais du Gouvernement après avoir effectué la passation de consignes avec Nadir Larbaoui. Dans sa déclaration, M. Ghrieb a pris deux engagements.

Le premier est de «travailler sans relâche» pour concrétiser le programme présidentiel. Le second est le dialogue avec toutes les parties.

«Je remercie le président de la République de m'avoir accordé sa confiance pour diriger le gouvernement par intérim. Je sais que beaucoup de travail nous attend, surtout avec la rentrée sociale. Nous allons travailler sans relâche pour concrétiser le programme du président de la République. Je remercie le Premier ministre Nadir Larbaoui pour le travail accompli et je lui



souhaite une vie heureuse pour le reste de son parcours», a déclaré Sifi Ghrieb à l'issue de la cérémonie de consignes.

M. Ghrieb s'est engagé à travailler en «concertation avec toutes les parties pour concrétiser le programme présidentiel et les projets sur le terrain qui vont donner un plus à l'économie nationale».

Le Premier ministre sortant a, lui aussi, remercié et exprimé sa «reconnaissance» au président de la République pour la «confiance qu'il a placée en lui», et a félicité son successeur. «Je remercie les membres du gouvernement pour leur coopération ainsi qu'à l'ensemble de ses collaborateurs pour le travail accompli, loin des projecteurs», a-t-il déclaré.

Il convient de souligner que M. Larbaoui a passé presque deux ans au poste de Premier ministre. Il a été nommé le 11 novembre 2023 en remplacement de Aïmene Benabderrahmane, avant d'être reconduit dans ses fonctions lors du remaniement du gouvernement opéré le 18 novembre 2024, après la réélection du président Abdelmadjid Tebboune pour un second mandat lors de l'élection présidentielle anticipée de septembre de la même année.

Qui est Sifi Ghrieb et quels sont ses principaux anciens postes ? Occupant actuellement le poste de ministre de l'Industrie depuis novembre 2024, le nouveau Premier ministre par intérim est titulaire d'un

doctorat en chimie physique des matériaux de l'Université Badji Mokhtar d'Annaba.

Il a exercé et évolué dans plusieurs fonctions dans le secteur de l'industrie. Il a été notamment président du conseil d'administration de l'entreprise algéro-qatarie d'acier AQS, P-DG de l'Entreprise nationale de récupération et P-DG de l'Université industrielle relevant du ministère de l'Industrie, directeur général du Centre de formation pour l'industrie du ciment, affilié au Groupe industriel des ciments d'Algérie GICA.

Sifi Ghrieb compte également plusieurs réalisations au cours de sa carrière dans le secteur de l'industrie, dont le lancement et la réalisation du premier puits pétrolier utilisant du ciment produit localement.

Expert dans le domaine de l'industrie, il a également été à l'origine du lancement de pôles technologiques dédiés à la sidérurgie, à l'industrie pharmaceutique, à l'industrie mécanique et à d'autres secteurs, ainsi que de la mise en place du premier modèle de bibliothèque numérique des métiers industriels.

Au début de ce mois d'août, M. Ghrieb a lancé l'initiative d'impliquer les compétences algériennes et des membres de la diaspora dans la création d'un conseil national d'expertise dans l'industrie automobile et la fabrication de pièces de rechange.

Hachemi B.

Attention aux
dramas des pétards

À L'APPROCHE de la célébration du Mawlid Ennabaoui, prévue dans la nuit du 4 au 5 septembre, l'Organisation algérienne de protection et d'orientation du consommateur et de son environnement (APOCE) tire la sonnette d'alarme. Dans un communiqué rendu public hier, l'association met en garde contre les dangers liés à l'usage massif des pétards et feux d'artifice, devenus au fil des années un phénomène indissociable de cette fête religieuse, mais lourd de conséquences sur la santé et la sécurité publique.

L'APOCE rappelle que ces produits, souvent présentés comme des jouets, n'ont rien d'innocent. Leur manipulation, surtout par les enfants, peut provoquer des blessures graves et parfois irréversibles. Les cas recensés par les services hospitaliers ces dernières années font état de brûlures profondes aux mains et aux doigts, pouvant mener à des amputations. À cela s'ajoutent des traumatismes oculaires entraînant parfois une perte totale de la vue, ainsi que des lésions auditives liées à l'explosion des pétards à proximité des oreilles.

Mais les risques ne se limitent pas aux blessures corporelles. L'utilisation incontrôlée de pétards et feux d'artifice est également responsable d'incendies de domiciles, de voitures ou de commerces. Des départs de feu accidentels, souvent difficiles à maîtriser, sont signalés chaque année à travers le pays. L'APOCE met également en avant l'impact environnemental : pollution de l'air, nuisances sonores insupportables pour le voisinage, sans oublier le stress provoqué chez les personnes vulnérables, notamment les malades, les personnes âgées et les nourrissons.

Face à ces dangers, l'organisation appelle à une prise de conscience collective et insiste sur la vigilance des familles. Elle recommande fermement de ne jamais utiliser de pétards à l'intérieur des habitations et de ne pas les laisser entre les mains des enfants. Leur utilisation à proximité des écoles, des stations-service, des marchés ou encore des véhicules stationnés est également fortement déconseillée.

Dans le même sillage, l'APOCE exhorte les parents à s'abstenir d'acheter ces produits pour leurs enfants, rappelant que le geste d'achat alimente un commerce dangereux, souvent alimenté par des filières de contrebande incontrôlées. La surveillance des comportements des jeunes durant cette période est, selon l'association, une responsabilité partagée entre la famille et la société.

À travers cette mise en garde, l'APOCE entend réaffirmer son rôle de sensibilisation et de protection du consommateur, tout en appelant à une célébration du Mawlid Ennabaoui empreinte de piété, de sérénité et de sécurité, loin des artifices qui transforment parfois la fête en véritable drame.

Khalil Aouir

RENTRÉE UNIVERSITAIRE

La numérisation et la recherche au cœur des priorités

La digitalisation et la recherche s'imposent comme les deux moteurs de l'université de demain. Le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Kamel Baddari, a multiplié, avant-hier, les initiatives en faveur de la modernisation numérique et de la valorisation de la recherche scientifique, à travers une visite d'inspection au data center du ministère et une rencontre avec des enseignants-chercheurs. C'est ce qu'a indiqué un communiqué du ministère.

Au siège du data center, le ministre a procédé à une inspection approfondie de l'infrastructure de la plate-forme « PROGRES », progiciel intégré destiné aux services universitaires, l'objectif est d'évaluer la cybersécurité et de s'assurer de la performance des équipements numériques mis en place.

Sur place, M. Baddari s'est enquis des différents dispositifs techniques et des technologies utilisées, donnant des instructions précises aux ingénieurs et responsables du réseau. Il les a exhortés à poursuivre l'optimisation du service numérique mis à la disposition des étudiants, des enseignants et des administrateurs universitaires.

Dans cette optique, le ministre a rappelé que « la numérisation, qui signifie dynamisme et efficacité, constitue le fondement d'une gestion optimale de l'administration en vue de la réalisation des objectifs stratégiques du ministère ».

Il convient de souligner que l'application universitaire « PROGRES » (WebEtu) incarne une volonté de numérisation du secteur. Développée par le ministère, elle centralise une multitude de services universitaires. Accessible notamment sur Android, elle permet aux étudiants de consulter leurs notes, leurs plannings d'examens, de suivre leurs



matières en dette et de gérer leurs inscriptions. Elle offre également un accès à des informations liées à la vie étudiante et propose un service d'authentification des diplômes universitaires. Chaque étudiant peut s'y connecter en utilisant son matricule comme identifiant et sa date de naissance comme mot de passe, selon les modalités

définies par son université.

Dans le même élan, M. Baddari a tenu une rencontre avec une équipe d'enseignants-chercheurs et de chercheurs, en prévision du lancement d'un réseau thématique consacré au calcul du facteur d'émission carbone. Cette initiative, a expliqué le ministère, s'inscrit dans « la poursuite de la valorisation des résultats de la recherche scientifique en vue de renforcer le rôle économique de l'université ».

Le réseau, appelé à devenir une plate-forme de coopération et d'intégration entre le secteur de l'enseignement supérieur et d'autres domaines d'activité, vise plusieurs objectifs. Il s'agit de proposer des indicateurs scientifiques pour mesurer le facteur d'émission carbone, de mettre en place un mécanisme national de mesure des émissions, de développer une plate-forme de calcul dédiée, de promouvoir l'entrepreneuriat vert et d'élaborer un guide du bilan carbone conforme aux normes internationales. Avec ces deux initiatives menées de front, la consolidation numérique des services pédagogiques et la préparation d'un outil scientifique pour la transition écologique, le ministère affiche son ambition de placer l'université au cœur des mutations numériques et environnementales.

Khalil Aouir

MODERNISER L'ACTION DES INSTITUTIONS DE JEUNESSE

Une université d'été en septembre

DONNER une nouvelle impulsion à l'action des institutions de jeunesse, fédérer les énergies et harmoniser les pratiques, tel est le pari que s'est fixé le ministère de la Jeunesse à travers l'organisation de la première université d'été des cadres du secteur, prévue pour septembre prochain. Pour finaliser les préparatifs de l'organisation de la première université d'été des cadres de la jeunesse pour l'année 2025, une réunion de coordination s'est tenue, jeudi dernier, au siège du ministère de la Jeunesse, présidée par le chargé de la gestion du secrétariat général du ministère de la Jeunesse, Dahmane Adhimi. C'est ce qu'a indiqué un communiqué du ministère.

La rencontre a rassemblé plusieurs responsables et cadres de l'administration centrale. La Direction des institutions de jeunesse et de la promotion du mouvement associatif et du partenariat y a présenté un document technique détaillé, véritable feuille de route pour l'organisation de cette université d'été. Ce projet n'a pas été livré de manière figée ; les participants ont été invités à réagir, à formuler des propositions et à enrichir le contenu par leurs expériences de terrain. Cette méthode de travail, fondée sur la participation et l'échange, a donné à la réunion un caractère interactif et collaboratif, en phase avec l'esprit même que le ministère souhaite insuffler à ce futur rendez-vous.

La préparation de l'université d'été découle directement des instructions données par Moustafa Hidaoui, ministre de la Jeunesse et délégué auprès du Conseil supérieur de la jeunesse. Depuis sa nomination, le ministre n'a cessé de rappeler l'importance de moderniser la gestion du secteur et de renforcer le rôle des institutions de jeunesse dans l'accompagnement des aspirations des nouvelles générations. En initiant cette université d'été,

il veut doter les cadres de compétences actualisées, favoriser le partage de bonnes pratiques et inscrire l'action du ministère dans une dynamique d'innovation et d'efficacité. L'objectif final est d'assurer un démarrage activiste unifié et coordonné, capable de donner le ton pour l'ensemble de la saison 2025/2026. Au-delà de son aspect organisationnel, cette initiative s'intègre dans une stratégie plus large qui fixe plusieurs objectifs précis. Il s'agit d'abord de garantir une rentrée activiste harmonisée dans toutes les structures de jeunesse du pays, en mettant fin aux disparités constatées d'une région à l'autre.

Elle entend également renforcer les capacités professionnelles des cadres, leur permettant de mettre à jour leurs connaissances et de s'adapter aux évolutions constantes du secteur. Elle a pour ambition de promouvoir une véritable culture de suivi et d'évaluation, afin de mieux mesurer l'impact des programmes et de corriger les insuffisances en temps réel. Elle mise aussi sur l'intégration de la numérisation comme instrument essentiel de pilotage, dans un contexte où les outils digitaux deviennent incontournables pour gérer les institutions et communiquer avec les jeunes. Enfin, elle prévoit d'accompagner les services déconcentrés dans l'adoption de nouveaux référentiels pédagogiques et organisationnels, afin d'unifier les méthodes de travail et de renforcer la cohérence des interventions.

Selon les premières indications données lors de la réunion, le programme de cette université d'été s'annonce riche et varié. Il devrait inclure des ateliers de formation spécialisés, des conférences animées par des experts, des sessions de mise à niveau, mais aussi des espaces d'échange où les participants pour-

ront confronter leurs expériences et proposer des solutions concrètes. L'événement réunira des acteurs venus de l'administration centrale, des services déconcentrés et des établissements spécialisés, ce qui en fera une véritable plate-forme nationale de réflexion et d'action. La diversité des profils attendus, allant des responsables pédagogiques aux animateurs de terrain, devrait favoriser une approche globale et intégrée des problématiques liées à la jeunesse.

L'université d'été des cadres de la jeunesse se veut bien plus qu'un simple séminaire de formation. Elle ambitionne d'être un moment charnière, un rendez-vous où se dessine une nouvelle manière d'encadrer et de dynamiser le secteur. En plaçant la formation continue, l'innovation et la concertation au cœur de sa démarche, le ministère envoie un message fort : l'accompagnement des jeunes doit évoluer, se moderniser et s'adapter à une société en mouvement.

Cette initiative traduit également la volonté politique de faire de la jeunesse une priorité nationale et lui donner les moyens d'exprimer son potentiel dans un cadre structuré et cohérent. En septembre prochain, l'ouverture de cette université marquera sans doute un tournant pour le secteur, en donnant aux cadres les outils nécessaires pour construire une action plus efficace, plus moderne et plus proche des attentes de la jeunesse.

Il convient de noter que si cette première édition se veut un jalon fondateur, elle ouvre aussi la voie à une dynamique appelée à se pérenniser. Les responsables du ministère envisagent déjà que l'université d'été devienne un rendez-vous régulier, inscrit dans l'agenda national, afin qu'elle serve de cadre permanent de formation et de concertation.

Sihem Bounabi

SOMMET DE L'ORGANISATION DE COOPÉRATION DE SHANGHAI

La Chine entend renforcer l'unité du Sud global

Les 31 août et 1er septembre, la Chine accueillera à Tianjin le sommet de l'Organisation de coopération de Shanghai, présenté comme le plus important jamais organisé. Le président russe Vladimir Poutine y participera aux côtés de plus de 20 chefs d'État, dont ceux de la Chine, de l'Inde et de l'Iran.

L'événement souligne l'unité du Sud global. Le sommet de l'Organisation de coopération de Shanghai 2025 se tiendra les 31 août et 1er septembre dans la ville de Tianjin, au nord de la Chine. Selon plusieurs sources, il s'agira du sommet « le plus massif de l'histoire de l'Organisation », avec plus de 20 chefs d'État et 10 organisations internationales. Vladimir Poutine fera le déplacement pour un séjour officiel de quatre jours en Chine, incluant sa présence au sommet et aux commémorations du 80^e anniversaire de la victoire dans la Seconde Guerre mondiale. Le sommet de Tianjin revêt une importance politique et symbolique majeure. La rencontre réunira notamment le président chinois Xi Jinping, le président iranien Massoud Pezeshkian, le Premier ministre indien Narendra Modi et le dirigeant nord-coréen Kim Jong-un. Le président biélorusse Alexandre Loukachenko, nouvellement accepté comme membre de l'Organisation, y sera également présent, tout comme les dirigeants de l'Arménie, de l'Ouzbékistan, du Kazakhstan, de la Serbie et d'autres pays du Sud global. Coopération renforcée face aux défis mondiaux Selon le ministère chinois des Affaires étrangères, la participation de Vladimir Poutine aux commémorations et au som-

met reflète le niveau élevé du partenariat stratégique entre Moscou et Pékin. Le diplomate chinois Hong Lei a déclaré : « La Russie et la Chine montrent leur volonté commune de défendre les acquis de la Seconde Guerre mondiale ». Le sommet marquera aussi les 80 ans de la création de l'ONU, à laquelle la Russie et la Chine, toutes deux membres permanents du Conseil de sécurité, réaffirment leur attachement. Le sommet se déroule dans un contexte de bouleversements géopolitiques, marqué notamment par les tensions croissantes entre les États-Unis d'une part, et l'Inde et la Chine d'autre part. La rencontre trilatérale entre Xi Jinping, Narendra Modi et Vladimir Poutine viserait justement à répondre symboliquement à la montée du protectionnisme américain. L'administration Trump, en augmentant récemment ses droits de douane sur les produits indiens, a provoqué une convergence stratégique accrue entre Pékin, Moscou et New Delhi. Le président iranien a, pour sa part, souligné que l'Organisation de coopération de Shanghai, avec les BRICS et l'Union économique eurasiatique, constitue « une plateforme efficace contre l'hégémonie d'un monde unipolaire ». L'Organisation continue en effet d'attirer de nouveaux



membres. Le ministre arménien des Affaires étrangères a confirmé la demande officielle d'adhésion de son pays, tout comme l'Azerbaïdjan. En marge du sommet, la Chine accueille à Pékin la foire économique et culturelle « Fait en Russie », où des artistes russes ont été invités à se produire aux côtés de producteurs et d'entreprises venus présenter plus de 500 références de produits nationaux. Vers un nouvel équilibre mondial Le sommet aboutira à l'adoption de plus de 20 documents, dont une Déclaration conjointe et la Stratégie de développement de l'Organisation de coopération de Shanghai jusqu'en 2035. Ce texte définira les axes de coopération à long terme dans des domaines tels que la sécurité, l'économie numérique, les trans-

ports, l'énergie, l'intelligence artificielle ou encore le développement durable. D'après l'ambassadeur de Russie en Chine, Igor Morgoulov, l'Organisation se distingue par sa neutralité, sa non-ingérence et son refus d'imposer une ligne idéologique – un contraste fort avec les méthodes des alliances occidentales. Les entretiens bilatéraux sont également attendus en marge du sommet. Le Kremlin a annoncé la préparation d'un agenda complet de rencontres pour Vladimir Poutine. Parmi les contacts confirmés figure une entrevue avec le Premier ministre arménien Nikol Pachinian. Le sommet de Tianjin sera suivi, le 3 septembre, d'un grand défilé militaire sur la place Tian'anmen à Pékin, auquel participeront Vladimir Poutine, Xi Jinping, Kim Jong-un et 26 autres dirigeants étrangers. Cet hommage à la victoire contre l'armée japonaise soulignera l'unité historique et actuelle des nations opposées à l'hégémonie occidentale. L'ambassadeur chinois en Russie, Zhang Hanhui, a décrit le sommet comme « historique » non seulement pour l'Organisation de coopération de Shanghai, mais aussi pour la construction d'un monde multipolaire fondé sur la coopération, le respect mutuel et la souveraineté.

R. I.

REFUS DE L'INDE D'ABANDONNER L'ACHAT DE PÉTROLE RUSSE

L'administration Trump surprise

MALGRÉ des droits de douane portés à 50 % par les États-Unis, l'Inde refuse de céder aux pressions. New Delhi assume son choix d'importer du pétrole russe, une décision qualifiée d'«arrogante» par la Maison Blanche. Cette fermeté indienne entraîne une recomposition géopolitique inattendue, avec un rapprochement visible entre l'Inde et la Chine. Les autorités indiennes ont confirmé leur intention d'augmenter de 10 à 20 % leurs importations de pétrole russe dès le mois de septembre. Une décision annoncée alors que les États-Unis viennent d'imposer des droits de douane de 50 % sur les produits indiens, en représailles à ces achats jugés « inacceptables ». Depuis le 27 août, les nouvelles taxes américaines sont officiellement entrées en vigueur, impactant une large gamme de produits comme le textile, les bijoux, les meubles ou encore les chaussures. Seuls certains secteurs stratégiques, comme l'électro-

nique et les médicaments, ont été épargnés. Malgré cinq cycles de négociations, aucun accord n'a été trouvé entre Washington et New Delhi. L'administration Trump se dit surprise par l'attitude ferme de l'Inde. « L'Inde pourrait obtenir dès demain une réduction de 25 % des droits de douane si elle arrêta d'acheter du pétrole russe », a déclaré Peter Navarro, conseiller commercial de la Maison Blanche, dans une interview à Bloomberg. Il a qualifié l'attitude indienne « d'arrogante » : « Ils nous regardent droit dans les yeux et nous disent : Nous continuerons à acheter du pétrole russe ». New Delhi dénonce une hypocrisie occidentale De son côté, le ministre indien des Affaires étrangères, Subrahmanyam Jaishankar, a dénoncé l'hypocrisie de l'Occident. Il a rappelé que les États-Unis et l'Union européenne achètent encore du pétrole raffiné à l'Inde tout en lui reprochant ses liens avec la Russie.

« Si cela vous dérange, ne l'achetez plus », a-t-il déclaré lors d'une conférence à New Delhi. Aujourd'hui, la Russie fournit entre 30 et 45 % du pétrole brut importé par l'Inde, contre moins de 3 % avant 2022. Ce volume positionne Moscou comme premier fournisseur d'hydrocarbures de la troisième économie d'Asie. « Ce sont les remises tarifaires et les conditions de paiement souples qui dictent ces choix », a souligné l'expert Alexei Ponomarev dans une déclaration à RIA Novosti. En parallèle, la pression américaine pousse l'Inde à diversifier ses débouchés et à aider ses entreprises locales. Des aides ont été annoncées pour les exportateurs affectés, et des efforts de redirection vers les marchés chinois, d'Amérique latine et du Moyen-Orient sont en cours. Un rapprochement sino-indien en pleine recomposition géopolitique Alors que Washington espérait faire de l'Inde un

contrepoids à la Chine, sa stratégie sous l'administration Trump semble avoir l'effet inverse. Selon Bloomberg, le président chinois Xi Jinping aurait adressé au printemps une lettre confidentielle à son homologue indien, relançant discrètement le dialogue. Narendra Modi effectuera justement dans les prochains jours sa première visite à Pékin depuis sept ans. Des entreprises indiennes majeures comme Adani ou Reliance entament de nouveaux partenariats avec des groupes chinois, et les échanges commerciaux entre les deux pays se renforcent. Pour beaucoup d'observateurs, ce retournement est directement lié aux politiques de confrontation commerciale lancées par l'administration Trump. « Malgré les menaces et les sanctions, l'Inde achète là où c'est le plus avantageux », résume Reuters. Et, pour l'instant, c'est toujours vers Moscou que se tournent les raffineries indiennes.

R. I.

GUTERRES :

«Les niveaux de mort et de destruction à Gaza sont sans précédent»

LE SECRÉTAIRE général des Nations unies, Antonio Guterres, a déclaré jeudi que les niveaux de mort et de destruction à Gaza ont atteint des niveaux "sans précédent" en raison de l'agression sioniste, avertissant contre les conséquences dévastatrices de cette politique dans l'enclave palestinienne. S'adressant aux journalistes, peu avant sa participation à une réunion du Conseil de sécurité sur la situation en

Haïti, le SG de l'ONU a exhorté à "ne pas utiliser la famine contre les civils comme moyen de guerre, et d'assurer la protection des civils et de permettre l'accès humanitaire", ajoutant qu'"il n'y a désormais pas de place pour plus d'excuses, d'obstacles ou de mensonges". Il a rappelé, dans ce contexte, que l'entité sioniste, en tant que puissance occupante, a des obligations claires, dont la fourniture de nourriture,

d'eau, de médicaments et d'autres produits essentiels, la protection des civils et les infrastructures civiles. Déplorant, par ailleurs, le nouveau plan visant la réoccupation totale de Gaza adopté récemment par l'entité sioniste, Guterres a déclaré que cette démarche "augure d'une nouvelle et dangereuse phase quant à la vie des civils". Il a évoqué, dans ce sens, notamment les récents bombardements de l'armée sioniste

sur l'hôpital "Nasser" à Khan Younes qui ont coûté la vie à une vingtaine de civils, mais aussi à des professionnels de la santé et des journalistes. D'autre part, le Secrétaire général des Nations unies a exprimé sa profonde préoccupation face à la situation en Cisjordanie occupée, condamnant les plans expansionnistes de l'entité sioniste et les agressions des colons extrémistes à l'encontre des Palestiniens.

R. I.

QUALIFICATIONS DU MONDIAL 2026

Petkovic : «Les matchs face au Botswana et la Guinée ne sont pas décisifs»

Le sélectionneur bosnien de l'équipe nationale de football, Vladimir Petkovic, a affirmé jeudi que les deux prochaines rencontres des qualifications du Mondial-2026 face au Botswana, le 4 septembre au stade Hocine Aït-Ahmed de Tizi-Ouzou (20h00, et le 8 septembre devant la Guinée à Casablanca (17h00), sont "importantes mais pas décisives", appelant à avancer "match par match", pour pouvoir "faire un pas" vers la phase finale.

"Ce sont deux matchs importants, pas décisifs, il faut faire un pas vers l'avant, en gérant match par match. Après le match face au Botswana à Tizi-Ouzou, en retournera à Sidi Moussa pour préparer le rendez-vous face à la Guinée", a-t-il déclaré lors d'une conférence de presse tenue à la salle "Mohamed Salah" au stade Nelson-Mandela de Baraki. Au terme de la 6e journée disputée en mars dernier, la sélection nationale trône en tête du groupe G avec 15 points, à trois longueurs de son poursuivant direct, le Mozambique (12 pts). Le Botswana et l'Ouganda suivent à la troisième place avec 9 points, devant la Guinée (7 pts), alors que la Somalie ferme la marche avec 1 point.

Le technicien bosnien a souligné que le stage de septembre était souvent difficile à gérer.

"On arrive dans une période délicate. Il faut toujours un jeu d'équilibre dans les choix. Pour moi, l'essentiel c'est de donner confiance aux joueurs.

C'est à ça que répondent mes choix de sélection. Je cherche des joueurs qui sont en forme", a-t-il expliqué. Interrogé sur son premier adversaire, le Botswana, Petkovic a souligné l'importance de la qualité offensive des joueurs pour "déstabiliser l'adversaire et trouver les failles".

"Face au bloc défensif des Botswanais, il faut être équilibré. Ils ont une bonne ligne défensive. Avec la qualité de nos joueurs, on va chercher à faire bouger l'équipe adverse pour trouver des failles et les surprendre, ce ne sera pas facile. Ils ne vont certainement pas changer leur système adopté lors du premier match joué chez eux."

"JE VEUX DES JOUEURS QUI ONT FAIM"

Revenant sur l'état d'esprit attendu, Petkovic a ajouté: "Je veux des joueurs positifs et qui ont faim, ambitieux et fiers de porter le maillot. J'ai convoqué 26 joueurs, qui sont pour moi les meilleurs actuellement. Même pendant ce stage, nous avons des joueurs en difficulté qu'on essaie d'aider. Certains en étant convoqués et d'autres du soutien à distance".



Interrogé sur le dernier Championnat d'Afrique des nations réservé aux joueurs locaux et auquel l'Algérie a pris part et éliminé en quart de finale, Petkovic a jugé que "ce fut un tournoi intéressant. Le coach Madjid Bougherra a tout fait pour réussir.

Certains joueurs de cette compétition figurent dans la liste élargie, ce sera plus facile pour moi de les suivre en championnat algérien. Dommage que nous ne soyons pas allés plus loin: nous avons perdu deux places au classement FIFA."

Enfin, Petkovic a refusé de se projeter sur la prochaine CAN, prévue du 21 décembre 2025 au 18 janvier 2026.

"Je ne pense absolument pas à la CAN. Le match contre la Guinée, à Casablanca, compte pour les qualifications à la Coupe du monde. Ce sera un match normal, nous ferons tout pour gagner. Nous sommes focus sur le match face au Botswana à Tizi-Ouzou, on ne doit pas chercher à créer des fantômes". Pour rappel, les premiers

des neuf groupes en lice seront automatiquement qualifiés pour la phase finale du Mondial 2026. Les quatre meilleurs deuxièmes (des groupes) joueront dans un

tournoi de barrage de la CAF. Le vainqueur du tournoi de barrage de la CAF participera au tournoi de barrage de la Fédération internationale (FIFA).

Liste des 27 joueurs convoqués :

Gardiens: Alexis Guendouz (MC Alger), Zakaria Bouhalya (CS Constantine), Oussama Benbot (USM Alger)

Défenseurs : Youcef Atal (Al-Sadd SC/ Qatar), Ryan Aït-Nouri (Manchester City/ Angleterre), Jaouen Hadjam (BSC Young Boys/ Suisse), Aïssa Mandi (Lille OSC/ France), Ahmed Touba (Panathinaïkos/ Grèce), Ramy Bensebaïni (Borussia Dortmund/Allemagne), Mohamed Amine Tougaï (ES Tunis/ Tunisie), Kévin Guitoun (Charleroi SC/Belgique).

Milieux : Nabil Bentaleb (Lille OSC/ France), Farès Chaïbi (Eintracht Francfort/ Allemagne), Hicham Boudaoui (OGC Nice/ France), Houssein Aouar (Al-Ittihad/Arabie saoudite), Ibrahim Maza (Hertha Berlin/Allemagne), Ramiz Zerrouki (Twente FC/ Pays-Bas) et Ilan Kais Kebbal (Paris FC/France).

Attaquants: Mohamed Amine Amoura (VfL Wolfsburg/ Allemagne), Youcef Belaïli (ES Tunis/ Tunisie), Riyad Mahrez (Al-Ahli SC/ Arabie saoudite), Anis Hadj Moussa (Feyenoord/ Pays-Bas), Amine Gouiri (Olympique Marseille/ France), Saïd Benrahma (Neom SC/ Arabie saoudite), Yassine Benzia (Al-Fayha SC/ Arabie saoudite), Baghdad Bounedjah (Al-Shamal SC/ Qatar).

La blessure d'Aït-Nouri n'est pas grave

LE SÉLECTIONNEUR de l'équipe nationale de football, le Bosnien Vladimir Petkovic, a assuré jeudi que la blessure contractée par le défenseur de Manchester City, Rayan Aït-Nouri, au niveau de la cheville, "n'est pas grave", ce qui explique sa présence dans la liste des 26 joueurs pour les matchs face au Botswana (4 septembre à Tizi-Ouzou) et la Guinée (8 septembre à Casablanca), comptant pour les qualifications du Mondial-2026.

"Aït Nouri a été évalué par les médecins et sa blessure n'est pas grave. Le staff médical de Manchester City pense qu'il pourrait revenir dès ce week-end", a-t-il indiqué, lors d'une conférence de presse tenue à la salle Mohamed-Salah, au stade Nelson-Mandela de Baraki.

Petkovic a dévoilé, au début de la conférence de presse, une liste de 26 joueurs pour ces deux rendez-vous, comptant pour les 7e et 8e journées (Gr.G) des qualifications de la Coupe du monde, en présence notamment du milieu offensif Ilan Kebbal (FC Paris/ France), dont il s'agit de la deuxième convocation chez les "Verts", après une première en octobre 2021.

"J'ai évalué la forme de chaque joueur en ce début de saison. Kebbal, nous le suivons depuis l'année dernière. Il a

très bien démarré, c'est un plaisir de le voir jouer. Je veux observer son comportement au sein du groupe".

Petkovic a également loué la préparation de Nabil Bentaleb (Lille OSC/ France) et les performances de Ramiz Zerrouki, prêté cet été à Twente FC (Pays-Bas), en provenance de Feyenoord Rotterdam.

"Bentaleb a réalisé une belle préparation avec son club. Zerrouki, lui, est l'un des meilleurs de son équipe depuis le début du nouvel exercice, il joue régulièrement avec le FC Twente. Tous deux ont toujours bien performé avec l'Algérie".

Sur le poste de gardien de but, Petkovic a admis avoir fait appel aux meilleurs du moment: "J'ai convoqué les trois meilleurs gardiens actuellement (Guendouz, Benbot, Bouhalya). J'avais déjà cherché à aider Anthony Mandrea auparavant, mais je ne peux pas le faire maintenant, d'autant qu'il joue au troisième palier du championnat de France (SM Caen, NDLR)".

Le coach national a également évoqué le cas du milieu de terrain Ismaël Bennacer, sans club, suite à la décision de l'AC Milan de se passer de ses services durant la période d'intersaison, justifiant la décision de ne pas le retenir

dans la liste. "Il n'a effectué aucun entraînement avec l'AC Milan. Maintenant, nous allons tout mettre en œuvre pour l'aider et être utile pour l'équipe nationale. Tout va se passer rapidement car c'est un élément très important pour nous". Et de conclure sur un aspect purement tactique: "Nous n'avons pas beaucoup de temps pour préparer tous les détails, c'est pour ça qu'on doit maintenir notre philosophie de jeu et faire notre jeu sans s'adapter à l'adversaire. Nous sommes capables de faire ça".

Au terme de la 6e journée disputée en mars dernier, la sélection nationale trône en tête du groupe G avec 15 points, à trois longueurs de son poursuivant direct, le Mozambique (12 pts). Le Botswana et l'Ouganda suivent à la troisième place avec 9 points, devant la Guinée (7 pts), alors que la Somalie ferme la marche avec 1 point.

Les premiers des neuf groupes en lice seront automatiquement qualifiés pour la phase finale du Mondial 2026. Les quatre meilleurs deuxièmes (des groupes) joueront dans un tournoi de barrage de la CAF.

Le vainqueur du tournoi de barrage de la CAF participera au tournoi de barrage de la Fédération internationale (FIFA).

LIGUE DES CHAMPIONS 2025-2026 (TIRAGE AU SORT PHASE DE LIGUE)

Des affiches de gala

Tenant du titre, le PSG a hérité d'un tirage au sort difficile pour la phase de ligue de la Ligue des champions 2025/2026 qui s'est tenu jeudi soir à Monaco. Les Parisiens accueilleront notamment le Bayern, et Tottenham et se déplaceront à Barcelone. L'OM ira sur la pelouse du Real tandis que Liverpool et l'Atalanta joueront au Vélodrome. Monaco a tiré du lourd (City, Real) et du plus abordable.

Ce jeudi, à Monaco, s'est tenu le tirage au sort de la phase de ligue de l'édition 2025-2026, avec de belles affiches à venir pour l'OM et l'AS Monaco, qui joueront tous les deux le Real Madrid au stade Santiago Bernabeu. Le PSG, tenant du titre, aura fort à faire pour finir parmi les 8 premiers et ainsi s'assurer directement une place en 8e de finale sans en passer par les barrages.

Le club de la capitale retrouvera le Bayern Munich de Harry Kane, qui l'avait fait tomber l'an dernier au même stade en Bavière (1-0), cette fois au Parc des Princes. Les trois autres réceptions s'annoncent plus aisées mais toutefois piégeuses pour l'équipe de Luis Enrique, face à l'Atalanta, Tottenham, vainqueur de la dernière Ligue Europa, et un autre club anglais, Newcastle.

L'affiche qui va faire le plus rêver, face au FC Barcelone, aura donc lieu en Catalogne, alors que les Parisiens iront aussi en Espagne pour défier l'Athletic Bilbao, demi-finaliste de la dernière C3, le Bayer Leverkusen, huitième de finaliste la saison passée, et le Sporting Portugal, éliminé en barrages de la dernière édition. Le chemin s'annonce donc ardu pour les Parisiens, qui voudront faire mieux que leur 15e place de l'an dernier.

L'Olympique de Marseille non plus n'a pas été gâté par Kaka et Zlatan Ibrahimovic, qui officiaient lors de ce tirage au sort. Les supporters marseillais pourront se réjouir d'accueillir Liverpool, éliminé l'an passé en 8e de finale par le PSG, au Vélodrome, et seront forcément ambitieux au moment de recevoir l'Atalanta, l'Ajax et Newcastle.



Surtout que l'affiche face au club italien fera office de retrouvailles après la demi-finale de C3 perdue par l'OM en 2023-2024.

L'autre moment fort annoncé de cette phase de ligue pour la troupe de Roberto De Zerbi : le déplacement à Madrid, face à Kylian Mbappé et compagnie, qui promet. L'OM se déplacera par deux fois en Belgique pour jouer l'Union Saint-Gilloise et le Club Bruges et se rendra, comme le PSG, au stade José Alvalade pour y défier le Sporting. Une autre forme de retrouvailles puisque les Sudistes avaient déjà rencontré les Lisboètes lors de leur dernière présence en Ligue des champions.

L'AS Monaco, éliminé en barrages par Benfica l'an passé, a hérité d'un tirage plus confortable, malgré trois rendez-vous qui s'annoncent compliqués : les réceptions de Manchester City et la Juventus, ainsi que

le déplacement au stade Santiago Bernabeu pour défier le Real Madrid. Pour le reste, Adi Hütter et ses joueurs seront plus attendus lors de leurs matches à Louis-II face à Tottenham et Galatasaray.

Les trois autres matches à l'extérieur du club de la Principauté devraient permettre à Maghnes Aklouché, le nouvel appelé en équipe de France, et ses partenaires d'engranger des points, même s'il faudra se méfier de Bruges, qui a ridiculisé les Glasgow Rangers en barrage (9-1 en cumulé), et des Norvégiens de Bodo Glimt, surprisants demi-finalistes de la dernière Ligue Europa. Ils n'auront pas le droit à l'erreur lors de leur déplacement à Chypre pour affronter les novices de Pafos.

Programme chargé pour Liverpool et le Real, Barcelone s'en sort bien

Au-delà des clubs français, de nombreuses affiches passionnantes auront lieu tout au

long de cette phase de ligue, qui débutera le 16 septembre et finira le 28 janvier prochain. Pour le Real Madrid, elles seront légions puisque le club aux 15 coupes aux grandes oreilles recevra Manchester City et la Juventus et ira à Anfield défier Liverpool. Outre l'OM et Monaco à domicile, les Merengues auront deux déplacements piégeux face au Benfica et l'Olympiakos au programme, ainsi qu'un long voyage jusqu'au Kazakhstan pour affronter Almaty.

Hugo Ekitike aura fort à faire pour permettre à Liverpool de finir dans les 8 premiers : outre le Real et l'OM, les Reds, qui avaient terminé en tête l'an passé, défieront l'Inter, Galatasaray et Francfort à l'extérieur, avant de recevoir le PSV et l'Atlético de Madrid, toujours capables d'exploits, comme le PSG peut en attester.

Le Barça, en revanche, a plutôt été garni par le tirage. Hormis le PSG et Chelsea, les coéquipiers de Lamine Yamal seront nettement favoris lors des 6 autres affiches : Francfort, l'Olympiakos et Copenhague à domicile, ainsi que Prague, Newcastle et Bruges à l'extérieur.

LE CALENDRIER DE LA PHASE DE LIGUE :

Journée 1 : 16-18 septembre 2025

Journée 2 : 30 septembre-1er octobre 2025

Journée 3 : 21-22 octobre 2025

Journée 4 : 4-5 novembre 2025

Journée 5 : 25-26 novembre 2025

Journée 6 : 9-10 décembre 2025

Journée 7 : 20-21 janvier 2026

Journée 8 : 28 janvier 2026

DÉLOCALISATION DES MATCHES DE CHAMPIONNAT
L'UEFA pourrait-elle dire oui ?

C'EST une lubie qui ne date pas d'hier. Le fantasme d'une délocalisation des matches fourmille dans l'esprit des dirigeants des championnats européens. Accueillie par un tollé général il y a près de 20 ans, l'idée refait son chemin avec un silence de complaisance de l'UEFA, qui ne s'est pas encore positionné, au contraire des associations de supporters.

Cette fois, l'organisme pourrait céder.

Retour en arrière, ou retour vers le futur ? En 2008, un tollé général avait accueilli la révélation par la BBC du projet de la Premier League de délocaliser sa compétition le temps d'une journée supplémentaire. Dix matches seraient au programme de cette "39ème journée", qui serait organisée dans l'un des marchés-cible de la PL. On avait parlé de l'Australie, de l'Extrême-Orient, des Etats-Unis. Certains entraîneurs avaient exprimé leur opposition à l'idée, comme Rafa Benitez et Alex Ferguson. D'autres, beaucoup plus rares, avaient soutenu le projet, dont Arsène Wenger. Fans et joueurs, eux, avaient dit "non", en bloc, tout comme le président de la Fifa d'alors, Sepp Blatter, eh oui, qui aurait le dernier mot dans l'affaire, et qui l'eut. "Pas question !", dit-il.

En mai dernier, le président de la Lega Serie A Ezio Maria Simonelli proposa que les matches de l'Inter et du Milan AC se jouent aux Etats-Unis pendant la rénovation de San Siro. Et ce 11 août, la fédération espagnole (RFEF) annonça qu'elle avait donné son aval à La Liga pour que le match Villarreal-Barcelone, prévu se jouer à l'Estadio de la Ceramica le weekend du 21 décembre, se dispute finalement au Hard Rock Stadium de Miami ; une idée que le président de la Liga Javier Tebas avait déjà émise un an plus tôt. Il s'agissait d'un revirement de la RFEF qui, il y a six ans, s'était opposée au projet de Barcelone, encore, de délocaliser son match de Liga contre Girona... à Miami, déjà. L'organisateur putatif de l'événement, la société américaine Relevant, avait alors déposé une plain-

te au tribunal de New York, qui ne déboucha sur rien.

LE SUJET BIENTÔT DISCUTÉ À L'UEFA, ET C'EST BIEN CELA QUI INQUIÈTE

Le syndicat des joueurs espagnols (AFE), fit aussitôt connaître son désaccord, tout comme - ce qui est sans doute plus important dans le contexte si particulier du football espagnol - le Real Madrid, présidé par l'ennemi intime de Tebas Florentino Perez. Il n'empêche que la RFEF transmit sa requête à l'UEFA et à la Fifa, ultimes arbitres en la matière. Leurs statuts actuels interdisent en effet que les matches d'un championnat national se jouent ailleurs que sur le sol du pays concerné.

C'est une chose de délocaliser un match de gala comme le Trophée des Champions, organisé à l'étranger par la LFP depuis 2009, la Supercopa de España ou la Supercoppa Italia. C'en est une autre, toute autre, de mettre fin à un principe fondateur du football professionnel depuis presque un siècle et demi et de forcer les abonnés d'un club à mettre la main à la poche pour aller encourager leurs joueurs à l'autre bout du monde.

Or Eurosport a appris que la délocalisation de ces matches sera l'un des sujets à l'ordre du jour de la réunion du Comité Exécutif de l'UEFA qui se tiendra ce 11 septembre dans la capitale albanaise Tirana ; et c'est bien ce qui doit inquiéter. Que l'UEFA juge que la question prête à débat fait craindre que la porte ne s'entrouvre suffisamment pour qu'il soit impossible de la refermer ensuite.

Football Supporters Europe, la plus grande association pan-européenne de supporters, un interlocuteur dont la représentativité est reconnue par l'UEFA et le Conseil de l'Europe, s'est dite "consternée" par les plans de la Liga et de la Serie A. "Déplacer les matches hors de leur territoire national porte atteinte au cœur de la relation entre les supporters et leurs équipes, et brise des liens vitaux entre les clubs et leurs communautés", pouvait-on lire dans un

communiqué publié il y a deux semaines sur le site de l'association. "La mobilisation des supporters a déjà fait échouer des attaques sur le football (référence, évidemment, au projet de Superleague qui mordit la poussière en 2021), et nous sommes prêts à nous battre à nouveau pour protéger l'avenir de notre sport".

L'absence de toute réaction publique officielle de la confédération européenne ou de son président Aleksander Čeferin aux démarches de la Liga et de la Serie A n'est pas faite pour rassurer non plus. Selon deux sources qui se sont confiées à Eurosport, les membres du Comité Exécutif de l'UEFA eux-mêmes sont "dans le flou" et ignorent si quelque décision que ce soit a déjà été prise en interne ou pas, ou quelle est la tendance au sein de l'instance.

C'est que le Comité Exécutif est la plupart du temps un groupe des plus dociles quand il s'agit d'entériner les décisions prises par son président, un président qui a déjà évoqué la possibilité que la finale de la Ligue des Champions se joue "un jour" aux USA.

Réformer les statuts de l'UEFA ou les "interpréter" d'une façon toute personnelle ne fait pas peur à Aleksander Čeferin. Il suffit de se souvenir comment l'UEFA, qui se disait opposée à la multi-propriété des clubs il n'y a encore pas si longtemps, mit en place de son propre chef le mécanisme qui permet aux clubs concernés de contourner les réglementations de l'instance.

Du côté de la Fifa, arbitre suprême, silence radio à Zurich sur la question pour le moment. Ce n'est pas cela qui apaisera les inquiétudes des fans, lorsqu'on sait que Gianni Infantino avait approuvé la création d'un "groupe de travail" sur la question l'an dernier, ce qui, à la Fifa, est d'ordinaire le prélude à l'acceptation de ce quoi le groupe est censé plancher. Il y a cinq ans, cette même Fifa, sur la recommandation de la fédération US, avait interdit la tenue d'un match du championnat d'Equateur sur le sol américain ; mais cinq ans, c'est bien long.

SENS D'UNE NOBLE NAISSANCE

Par Cheikh Tahar Badaoui

L'aspect spéculatif de la foi, en matière surtout de croyances et de dogmes, montre que les discussions commencèrent du vivant même du Prophète, pour faire par la suite l'objet de sciences particulières, comme Kalam (dogmatico-scolastique) et tasawwuf (mystico spiritualiste). Les polémiques religieuses avec les non Musulmans, ou même entre les Musulmans, introduisirent des éléments étrangers : on traduisit les ouvrages philosophiques grecs, indiens, etc. Par la suite, il ne manqua pas chez les Musulmans, de grands philosophes, doués d'originalité et d'érudition : Kindiy Farabiy, Ibn Sina (Avicenne), Ibn Ruchd (Averroès) et autres. Cette arabisation active a eu l'heureuse incidence que des centaines d'ouvrages grecs ou sanscrits, dont les originaux sont aujourd'hui perdus, ont été conservés pour la postérité dans leurs traductions arabes.

L'apport des musulmans aux sciences sociales fut très important, comme nous allons le voir. Une caractéristique remarquable de la science islamique est la rapidité de son développement. Le Saint Coran fût le premier Livre écrit en langue arabe ; à peine deux siècles plus tard, cette même langue, jadis celle des Bédouins illettrés, se présenta comme une des langues les plus riches du monde, pour devenir bientôt non seulement la plus riche de l'époque, mais aussi la langue internationale pour toutes sortes de sciences. Sans nous arrêter ici à rechercher les causes de cette précocité, rappelons un autre fait : les premiers musulmans étaient presque tous Arabes, mais à l'exception de leur langue – dépositaire de la Parole de Dieu et de son Prophète – ils se sont effacés, sous l'influence de l'Islam, pour accueillir toutes les races sans discrimination aucune. Par conséquent, toutes les races participèrent à cette science "islamique": les arabes, les grecs, les persans, les turcs, les abyssins, les berbères, les indiens et autres, qui embrassèrent l'Islam.

La tolérance religieuse fut telle, et le patronage scientifique si parfait que les chrétiens, les juifs, les mages, les bouddhistes et autres collaborèrent tous sans complexe ni préjugé, pour enrichir la science musulmane, non seulement dans le domaine de leurs littératures religieuses particulières, mais même dans tous les autres domaines de la science. La langue arabe s'est répandue de ce fait, plus largement et plus facilement qu'aucune autre langue quand bien même universelle, car il s'agissait de la langue officielle de l'Empire musulman, dont le territoire s'étendait depuis la Chine jusqu'à l'Espagne.

Par son caractère compréhensif, la science juridique se développa de très bonne heure chez les musulmans. Ce sont eux, qui, furent les premiers à créer une science abstraite du droit, toute distincte du code général des lois du pays. En effet, les anciens eurent tous, des lois, plus ou moins développées et même codifiées, sans que cela soit érigé en une science, au sens propre du terme, brassant les domaines de la philosophie, des sources de la loi, de la méthode de la législation, d'interprétation et d'application, etc. ; science à laquelle personne n'avait songé avant les musulmans. A partir du deuxième siècle de l'hégire, nous rencontrons des ouvrages arabes de ce genre, sous le nom d'« usoul al-fiqh. ».

Le droit international, dans l'antiquité, n'était ni droit ni international: il fit alors partie de la politique (restant donc à la simple discrétion des hommes d'Etat). De plus, ses règles ne s'appliquèrent qu'à un nombre très restreint d'Etats, habités par des gens de même race, de même religion,

de même langue. Les musulmans furent les premiers, à lui restituer sa place dans le système juridique, créant ainsi des droits et des devoirs. Depuis l'âge d'or de l'Islam, les règles du droit international furent l'objet d'un chapitre particulier dans les codes et les traités du droit musulman.

De plus, les musulmans eurent à développer cette branche d'étude en une science indépendante: des monographies sur le sujet, sous le titre générique « Siyar », se rencontrent dès avant le milieu du 2e siècle de l'hégire. Dans son « Tawali at-ta'sis » Ibn Hajar rapporte que la toute première monographie de ce genre émane de la plume d'Abou Hanifah, contemporain de ce même Zaid Ibn Aliy. La caractéristique de ce droit international fût qu'il ne traita que des rapports avec les Etats non musulmans contemporains ; l'Islam devant en principe, former une seule entité, une seule communauté organique.

Un autre apport dans ce domaine, est la jurisprudence comparée: L'apparition des différentes écoles du droit musulman, nécessita ce genre d'études, pour dégager les raisons des différences et les effets de chaque divergence de principe, sur un point juridique quelconque. Les ouvrages d'Ad-Dabousiy et d'Ibn Ruchd, constituent des classiques sur le sujet, As-Saimariy écrivit même un gros livre sur la méthodologie comparée du droit, en citant les arguments de chaque avis.

La Constitution écrite de l'Etat est aussi une innovation des musulmans: car la première remonte au Prophète lui-même, Salut Divin Sur Lui, qui en fût l'auteur, lorsqu'il établit en 622 de l'ère chrétienne, une cité Etat à Médine. Il lui donna une constitution écrite, dont le document en 52 clauses, nous est parvenu grâce à Ibn Hichâm et Abou Ubaid. Cette constitution prophétique réglementa les rapports des citoyens de Médine sans omettre bien entendu les droits et les devoirs des minorités juives d'alors, ainsi que les devoirs respectifs du chef d'Etat des unités qui le composent et notamment dans le domaine de l'administration, de la législation, de la justice, de la défense etc.

Cette Constitution que notre Seigneur a inspirée au Prophète Mohammed Salut Divin Sur Lui, montre que la société musulmane, en d'autres termes, l'Etat musulman a été constitué dès sa naissance à Médine sur des fondements constitutionnels, fondements nécessaires pour l'application de la législation musulmane.

Ce rappel là, annule les allégations de ceux qui semblent ignorer cette vérité éclatante. Malgré cette vérité historique, ces gens prétendent que l'Islam n'est qu'une religion réduite à sa plus simple expression, religion seulement de culte liant l'homme à son Seigneur en lui enseignant quelques

valeurs morales, dépourvue de fondements juridiques nécessaires à la constitution d'un Etat. Cela n'est pourtant qu'une ruse périmée que les spécialistes de l'invasion culturelle et les sujets aveuglés du colonialisme ont utilisé pour entraver l'essor de l'Islam dans les sociétés musulmanes.

Dans le domaine du droit proprement dit, les codes apparurent dès le début du deuxième siècle. On divisa la matière en trois parties principales à savoir : le culte, les rapports contractuels de toutes sortes, les pénalités. Par sa conception compréhensive de la vie, le droit musulman ne connut guère de séparation entre la mosquée et la citadelle: la doctrine d'Etat ou le droit constitutionnel fit donc partie du culte, le dirigeant de l'Etat étant le même que le dirigeant de l'office de prière. Le fisc et les finances firent également partie du culte, puisque le Prophète les déclara expressément comme un des quatre fondements de l'Islam : le témoignage en la Divinité unique du Seigneur et envers le Message du Sceau des Prophètes, la prière, le jeûne et le pèlerinage.

Le droit international fit partie des pénalités, la guerre étant considérée sur le même plan que l'action contre les pillards, les pirates, et autres infracteurs aux lois ou aux traités. C'est d'ailleurs, cet aspect compréhensif du droit chez les musulmans qui nous a amené à parler longuement de cette science.

L'apport des musulmans à l'Histoire est capital en deux points essentiels : d'une part, l'authentification des documents et d'autre part, la collection et la conservation des détails les plus variés. Né dans la pleine lumière des temps historiques, l'Islam n'eut pas besoin de légendes et de ouï-dire, pour sa propre histoire. Quant aux données sur les autres peuples, on accorda à chaque récit la valeur qu'il mérita; mais pour l'histoire courante de l'Islam, celle-ci exigea, pour son intégrité à travers les âges, de moyens efficaces de contrôle. L'attestation par des témoins fût jadis, une exclusivité des tribunaux judiciaires; les musulmans l'appliquèrent à l'histoire: pour chaque récit rapporté, on exigea le témoignage.

Si dans la première génération, un seul témoin digne de confiance ayant assisté à l'événement, suffit pour être entendu devant les juridictions, dans la deuxième par contre, il devint obligatoire de citer deux sources successives : (j'ai entendu X me dire qu'il a entendu Y raconter que dans telle et telle circonstances il a vécu tel ou tel incident. ; dans la troisième génération trois sources, et ainsi de suite.

Ces références exhaustives, permirent toujours de contrôler la véracité de la chaîne des sources successives. Par simples références aux dictionnaires biographiques,

qui indiquent non seulement le caractère des personnages individuels, mais aussi les noms de leurs maîtres et leurs principaux élèves. Ce genre de témoignage fût appliqué non seulement à la vie du Prophète, mais aussi à toutes les branches de la connaissance, transmise d'une génération à l'autre et maintes fois, même, aux anecdotes qui ne sont transmises que pour l'amusement et le passe-temps.

Les dictionnaires biographiques furent une caractéristique de la littérature historique des musulmans: l'on rédigea des dictionnaires selon les métiers, selon les villes ou les régions, selon les siècles, etc. L'on attacha également une grande importance aux tables généalogiques, surtout chez les arabes; l'on connaît ainsi les rapports de parenté de centaines de milliers de personnages de quelque importance; et cela facilita grandement la tâche du chercheur qui veut savoir les causes des événements.

Quant à l'histoire proprement dite, le trait caractéristique des chroniques est leur universalisme, les peuples préislamiques n'eurent produit que des histoires nationales; les musulmans furent semble-t-il, les premiers à rédiger des histoires mondiales, universelles. En effet, Ibn Is'hâq (m.769) par exemple, l'un des plus anciens historiens musulmans, non seulement rédigea ses volumineuses annales, avec la création de l'univers et l'histoire d'Adam, mais il parla également de toutes les races dont il eut le privilège d'étudier et de connaître, selon les possibilités de son époque – tâche poursuivie avec acharnement, toujours grandissant par ses successeurs, Mas'oudiy, Miska waih, Sâ'id al Andlusiyy, Rachîduddîn Khân et autres.

Il est intéressant d'observer que ces historiens, à commencer par Tabarîy, ouvrirent leurs ouvrages sur une discussion de la notion du temps. Ibn Khaldoun poussera très loin ces études sociologiques et philosophiques, dans ses célèbres prolégomènes à l'Histoire universelle. Dans le courant du premier siècle de l'hégire, deux branches de l'histoire avaient commencé à se développer: l'histoire islamique (commençant la vie du prophète et continuant pour l'époque des califes, et l'histoire non islamique; tant de l'Arabie préislamique que des pays étrangers comme l'Iran, Byzance, etc.

Par la suite, ces deux branches fusionnèrent, ainsi que nous le voyons très clairement dans l'histoire mondiale de Rachîduddîn Khan – encore en grande partie inédite, et composée simultanément en deux versions: arabe et persane – cet auteur parle avec une égale familiarité des prophètes, des califes, des papes, des rois de Rome, de la Chine, de l'Inde, de la Mongolie, etc.



COUP D’ENVOI DU 1^{er} FESTIVAL INTERNATIONAL DE MUSIQUE ET DANSE FOLKLORIQUE DE JEUNESSE

« Terbouche Ed’Dzayer », un carrefour des traditions au cœur de la capitale

Original ! L’ouverture du premier Festival international de musique et de danse folklorique de Jeunesse a plongé ce jeudi la capitale dans une ambiance particulière au rythme des traditions d’Algérie et d’ailleurs. Placé sous le signe de « Terbouche Ed’Dzayer », ce premier rendez-vous du genre réunit des troupes de jeunes notamment venues de plusieurs pays.

Entre virtuosité des jeunes musiciens, richesse du répertoire national et prestations hautes en couleur de troupes européennes, Alger a offert au public, pour ce coup d’envoi, une immersion festive dans un dialogue multiculturel. Prévu du 28 au 31 août à différents espaces d’animation à Alger, dont, la Promenade des Sablettes et le Musée du Bardo, cet événement qui vient enrichir la scène culturelle algéroise a été accueilli pour sa cérémonie d’ouverture au théâtre national Mahieddine Bachtarzi (TNA). Sous l’égide du ministère de la Jeunesse et de la Wilaya d’Alger, la soirée inaugurale de la première édition de ce festival, conçue et réalisée par le jeune Anis Bourahla, a été organisée par la direction de la Jeunesse, des Sports et de la Promotion de la wilaya d’Alger, en collaboration avec l’Association culturelle "Ahl el Fen" de musique, danse et théâtre, dirigée par Nesrine Bourahla. Chaleureusement accueilli par le nombreux public, l’Orchestre Ahl El Fen, est entré en scène, fusionnant ses classes pour la circonstance dans une ambiance de grands soirs, pour mettre en valeur, en plus de ses musiciens à la formation accomplie, de jeunes virtuoses promises à de belles carrières, à l’instar des frères Idris Bey, Many1 (8 ans, à la mandoline) et Samy (13 ans au mandole) ou encore Anis Sahraoui (8 ans), battant la cadence à la derbouka tel un vrai professionnel. Sous la direction de Hani Bourahla, l’Or-



chestre d’une quarantaine d’instrumentistes, a déployé un répertoire fait de plusieurs pièces de la variété algérienne rendues dans les genres musicaux de différentes régions d’Algérie. "Behdja Bida ma t’houl", "Ya Dzayer", "Bladi hiya El Djazayer", "El Casbah

wana w’lidha", chantées par la chorale de l’orchestre, ainsi qu’un enchaînement de musiques en play-Back, dansées celles-ci par le Ballet de l’association, dans les genres Chaoui, Neili, Laâlaoui, Zendali, Tergui, Kabyle ou encore Algérois, ont embarqué l’assistance dans une belle ran-

donnée onirique. Intervenant après la troupe folklorique "Layali", des troupes artistiques de danses et de chants populaires de pays européens, dont la Pologne et la Slovaquie ont livré de belles prestations, restituant généreusement au public algérois, dans de beaux accoutrements rappelant leurs cultures ancestrales respectives, leurs traditions dans des tours de chants et de danses folkloriques de haute qualité, suscitant l’admiration des spectateurs. En présence de représentants de nombre de missions diplomatiques accréditées à Alger, le public a savouré tous les moments de ce méga spectacle, applaudissant chaleureusement les différents orchestres et troupes de danses qui se sont succédé sur la scène du TNA. Auparavant le perron du Théâtre national Mahieddine-Bachtarzi a accueilli la fanfare Rahmania (Sud Ouest d’Alger) qui a donné au public, un avant-goût des atmosphères joyeuses et festives qui allaient marquer la soirée inaugurale de la première édition de ce festival. Le premier Festival international de musique et de danse de jeunesse se poursuit, vendredi à la Promenade des Sablettes. Le Festival international de musique et de danse de jeunesse se veut un espace d’amitié et d’échanges entre les peuples du monde, visant la découverte et la promotion de jeunes talents dans les domaines, de la musique, du chant et de la danse. A. B. / Agence

GUELMA

La pièce "un élève studieux en vacances" ouvre le festival des loisirs et du divertissement

LES ENFANTS présents au camp de jeunes Oumedour-Belkacem à Guelma ont vécu, mercredi, des moments de joie avec la pièce "un élève studieux en vacances", jouée en ouverture du festival régional des loisirs et du divertissement organisé au niveau du camp situé dans la forêt de la Maouana, dans la commune de Bendjerrah. Cette manifestation de plein air qui se poursuivra jusqu’au 31 août sur une place aménagée au centre du camp, au cœur de cette forêt qui se trouve à 17 km de Guelma, a été marquée, dès son premier jour, par une superbe ambiance créée par les tout-petits vêtus d’habits aux couleurs vives et dont les piailllements se mêlaient à la musique, aux cris

des animaux et au bruissement des arbres. La pièce jouée pour l’ouverture de la manifestation, œuvre de la troupe "Le Triangle protecteur" pour le théâtre de Guelma a semblé enchanter les enfants qui, accompagnés de leurs parents, ont beaucoup interagi, jusqu’à une heure tardive de la nuit, avec les évolutions des acteurs sur scène. Les familles présentes à l’ouverture du festival ont également eu leur part de plaisir en se voyant offrir des moyens de détente dans les bras de dame nature avec, à leur disposition, des lieux aménagés pour le repos, la restauration et la dégustation des boissons fraîches et de glaces. Le directeur de l’Office des établissements de

jeunes (ODEJ), Ali Benbakha, a indiqué, dans une déclaration à l’APS, que cette manifestation, qui en est à sa 2ème édition, est organisée dans le cadre du programme d’animation de la saison estivale. Il a souligné que cette manifestation de 5 jours donnera lieu à la représentation de pièces de théâtre, à des jeux d’acrobatie et à des spectacles de prestidigitation présentés par des troupes de Guelma, de Souk Ahras et de Skikda. Jeudi soir, le public, en particulier les enfants, auront droit à un spectacle d’acrobatie présenté par la troupe "Le faiseur de bonheur" de la wilaya de Souk Ahras. R. C.

PLACÉ SOUS LE SLOGAN "SA MORALITÉ ÉTAIT LE CORAN"

Riche programme à Djamaâ El-Djazaïr à l’occasion du Mawlid

DJAMAÂ EL-DJAZAÏR a élaboré un programme spécial pour le mois de Rabie al awal, à l’occasion de la célébration du Mawlid Ennabaoui Echarif, incluant des conférences scientifiques, des cours religieux et des activités culturelles, a indiqué, jeudi, un communiqué du rectorat de cet édifice religieux. Ce programme placé sous le slogan "Sa moralité était le Coran", comprend l’organisation de conférences scientifiques et de cours religieux tout au long du mois de Rabie al awal, et ce un quart d’heure avant la prière d’El Icha, qui porteront sur la vie (Sira) du Prophète Mohammad (QSSSL), outre l’animation de sessions scientifiques par

une élite d’imams, de chercheurs et d’enseignants. Dans ce sillage, le Centre culturel de Djamaâ El-Djazaïr a tracé un programme englobant des ateliers de calligraphie arabe et des expositions d’arts islamiques et de miniatures. Il est également prévu l’organisation d’une cérémonie officielle la veille de la célébration du Mawlid Ennabaoui Echarif, à savoir jeudi prochain. Le Mawlid Ennabaoui Echarif sera célébré vendredi 12 Rabie al awal 1447 de l’Hégire, correspondant au 5 septembre 2025, avait annoncé le ministère des Affaires religieuses et des Wakfs. R. C.





www.jeune-independant.net
Fondé le 28 mars 1990
Quotidien national d'information
Maison de la Presse
Tahar-Djaout
1, rue Bachir-Attar,
Place du 1^{er}-Mai
16016 Alger.

Tél. : (021) 67.07.48 / 49
(021) 67.15.45
(021) 67.31.83
(070 25.19.19
Fax : (021) 67.07.46

Publicité
Régie pub JI
Tél. : (021) 66.26.13
Fax : (021) 66.06.10
pub@jeune-independant.net

www.jeune-independant.net
Fondé le 28 mars 1990
**QUOTIDIEN NATIONAL
D'INFORMATION**

Maison de la Presse
Tahar-Djaout
1, rue Bachir-Attar,
Place du 1^{er}-Mai
16016 Alger
Tél. :
(021) 67.07.48/49
(021) 67.15.45
(021) 67.31.83
(070 25.19.19
Fax :

(021) 67.07.46
Edité par la SARL Groupe
Presse et Communication au
capital de 9 764 000 DA

Gérant
ALI MECHERI
Directeur
de la publication
BOUDJEDRI TAHAR
(KAMEL MANSARI)

IMPRESSION
SIMPRAL

PUBLICITÉ
Régie pub JI
Tél. : (021) 66.26.13
Fax : (021) 66.06.10
jeuneindependant@yahoo.fr
CONTACTEZ AUSSI
ANEP
• POUR VOTRE PUBLICITE
S'ADRESSER A :
L'Entreprise Nationale de
communication, d'Édition et de
Publicité » Agence ANEP 01, Avenue
Pasteur Alger.

Téléphone : (020) 05.20.91
(020) 05.10.42
Fax (020) 05.11.48

(020) 05.13.45
(020) 05.13.77
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ouargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

BUREAUX RÉGIONAUX
• Annaba
3, rue Ibn Khaldoun, Annaba

Mob. :
(0662) 18.41.81
Fax :
(038) 80.20.36

• Tizi Ouzou
6, rue Capitaine Si Abdallah
15 000
Tizi Ouzou
Tél. :
(026) 22.95.62
Fax : (026) 22.95.62

• Constantine
Maison de la persse Ahmed
Taâkoucht,
Constantine
Tél-Fax :
(031) 66.32.64

• Bejaia

Bejaia : Centre Commercial
SABRACHOU, Quartier Sghir
Bureau N° 10

N° Tél :
034-12-66-21
Email : ljibejaia@yahoo.fr

• TipasaB.P. 66-A
42 000 Tipasa
Tél. :
(024) 43.60.26

© 1990-2024

Jeune-Indépendant. Tous droits réservés. Reproduction partielle ou totale, par quelque procédé que ce soit, interdite sans autorisation expresse de la Direction.
Les documents remis, envoyés ou électroniquement transmis au journal ne sont pas retournés et ne peuvent faire l'objet d'aucune réclamation, sauf accord écrit préalable.

D'immenses réserves d'hydrogène naturel pourraient se cacher sous nos chaînes de montagnes



En modélisant la tectonique des plaques, des scientifiques ont découvert que les chaînes de montagnes au sein desquelles les roches du manteau terrestre se trouvent près de la surface recèlent potentiellement d'importants gisements d'hydrogène naturel (GFZ Helmholtz Center for Geosciences).

Dans le cadre de la transition énergétique, l'hydrogène gazeux (H₂) présente un potentiel certain pour remplacer les combustibles fossiles aujourd'hui utilisés, tout en éliminant les émissions associées (dioxyde de carbone et autres polluants). Toutefois, à l'heure actuelle, la production d'hydrogène synthétique repose au mieux sur des énergies renouvelables, au pire sur de l'énergie fossile.

La solution pourrait se trouver dans la nature, puisque divers processus géolo-

giques peuvent générer de l'hydrogène naturel. Mais où peut-on en trouver en grande quantité ? Une étude publiée le 19 février dans la revue *Science Advances* (F. Zwaan et al., 2025) semble apporter une première réponse à cette question. En modélisant le mouvement des plaques tectoniques sur notre planète, les auteurs ont ainsi découvert que les chaînes de montagnes dans lesquelles des roches du manteau terrestre – originellement profondes – se trouvent près de la surface représentent des "points chauds naturels" potentiels pour l'hydrogène, rapporte un communiqué du GFZ Helmholtz Center for Geosciences (Allemagne).

Comment l'hydrogène naturel se forme-t-il sur Terre ?

En règle générale, l'hydrogène naturel peut être généré de plusieurs manières, notamment par la transformation bactérienne de matières organiques, ou par la scission de molécules d'eau entraînée par la désintégration d'éléments radioactifs dans la croûte continentale de la Terre. La présence d'hydrogène naturel a ainsi été

signalée dans de nombreux endroits dans le monde, comme au Mali.

Toutefois, le mécanisme le plus "prometteur" à grande échelle est un processus géologique dans lequel les roches du manteau terrestre réagissent avec l'eau. Les minéraux changent alors de composition, et forment de nouveaux minéraux du groupe dit de la "serpentine" ainsi que du gaz H₂. Ce processus est appelé "serpentinisation". Pour que ces roches profondes entrent en contact avec l'eau et se "serpentinisent", elles doivent donc être exhumées par la tectonique, c'est-à-dire rapprochées de la surface de la Terre.

Cela se produit soit lors du processus de "rifting" donnant naissance aux bassins océaniques, soit lorsque ces derniers se referment par la suite et que les continents entrent en collision, formant des chaînes de montagnes.

Une capacité de production annuelle jusqu'à 20 fois supérieure

Grâce à leurs simulations, les scientifiques ont pu déterminer pour la première fois où, quand et combien de roches du man-

teau sont exhumées au niveau des montagnes, et dans quelles circonstances ces roches peuvent être en contact avec de l'eau à des températures favorables, pour permettre une serpentinisation efficace et une production naturelle d'hydrogène.

Il s'avère que les conditions de serpentinisation sont "nettement meilleures" dans les chaînes de montagnes que dans les bassins océaniques. Ainsi, la capacité de production annuelle d'hydrogène y est jusqu'à 20 fois supérieure, révèle l'étude.

En outre, les "roches-réservoirs" nécessaires à l'accumulation de volumes d'H₂ naturel économiquement viables, telles que les grès, sont "facilement disponibles" dans ce type d'environnement.

Les résultats de cette recherche donnent ainsi une "forte impulsion" à l'intensification de l'exploration de l'hydrogène naturel dans les chaînes de montagnes. En réalité, divers efforts d'exploration sont déjà en cours dans des endroits tels que les Pyrénées, les Alpes européennes et les Balkans, où les chercheurs ont déjà trouvé des indices d'une production naturelle d'hydrogène en cours.

La calotte glaciaire du Groenland va-t-elle franchir un "point de bascule" d'ici la fin du siècle ?

DANS LA NATURE, une fois qu'un certain seuil est dépassé, le retour à l'équilibre n'est plus possible. S'agissant de la fonte de la calotte du Groenland, une nouvelle étude identifie un possible "point de bascule" qui pourrait être franchi dès 2100. Un résultat qui reste toutefois à confirmer (*The Cryosphere*). Arrêt du cycle de l'eau dans la forêt amazonienne, ralentissement des courants marins de l'Atlantique, dégel du permafrost... Les "points de bascule" (ou "points de basculement") de notre planète font actuellement l'objet de nombreux travaux de recherche à travers le monde.

Récemment, une agence britannique a ainsi commencé à financer le dévelop-



pement d'un système d'alerte précoce. Cependant, déterminer les seuils dont le franchissement provoquera des effondrements irréversibles n'est pas une mince affaire. Le consensus scientifique se dessine donc progressivement, une étude après l'autre.

Une équipe composée de chercheurs italiens, néerlandais, américains et norvégiens vient d'apporter sa pierre à l'édifice en identifiant un possible "point de bascule" pour la fonte de la calotte du Groenland.

D'un point de bascule à l'autre

D'après leur étude, publiée en début d'année dans la revue *The Cryosphere* (M. Petrini et al., 2025), le point de bascule devrait être atteint lorsqu'environ 230 gigatonnes (milliards de tonnes) de glace seront perdues en une seule année, soit une diminution de 60 % par rapport à l'équilibre préindustriel.

Il faudrait pour cela que la température mondiale augmente de 3,4 degrés Celsius par rapport aux niveaux préindustriels, soit 2 °C de plus que le réchauffement observé en 2024.

Ce qui pourrait se produire d'ici 2100, d'après les pires projections obtenues sous un scénario correspondant aux plans actuels de réduction d'émissions

de gaz à effet de serre.

Or, ce point de bascule pourrait enclencher un autre : le ralentissement de la circulation méridionale de retournement Atlantique (AMOC), un système de courants marins – comprenant notamment le Gulf Stream – crucial pour le climat de l'hémisphère nord. L'eau de fonte de la calotte glaciaire (eau douce) qui s'écoule dans l'océan subarctique est en effet plus légère que l'eau de mer (eau salée).

D'après une étude récente, les calottes glaciaires polaires (Groenland et Antarctique) seraient le fruit d'une "heureuse coïncidence" entre la répartition des terres émergées sur le globe, leur relief et l'activité volcanique. "L'état actuel de la Terre, couverte en partie de glace, n'est pas typique de l'histoire de la planète.

or, notre société actuelle en dépend", prévenait le Pr Benjamin Mills de l'université de Leeds.

Intel et AMD réunies ? L'idée surprenante qui agite les États-Unis !



La situation financière d'Intel inquiète son conseil d'administration bien sûr, mais aussi en très haut lieu, du côté du département du Commerce américain.

Société majeure de la tech américaine, Intel ne laisse bien sûr pas indifférent le gouvernement de l'Oncle Sam, dont certains représentants pourraient avoir des idées originales si la mauvaise passe devait perdurer. C'est au département du Commerce que ces idées auraient émergé, même si, pour l'heure, il n'est pas question d'appliquer cette fusion entre certaines des plus grandes entreprises technologiques américaines.

À son tour, Proton VPN lance son application native pour Windows ARM



FIN D'ANNÉE productive pour Proton VPN. Le réseau privé virtuel suisse enchaîne les annonces et confirme aujourd'hui qu'il est nativement disponible sur Windows ARM. Les équipes de développement de Proton sont sur les dents, et les internautes heureux. Après l'arrivée très attendue d'une application native pour Apple TV la semaine dernière, Proton VPN débarque aujourd'hui sur les PC ARM. Un déploiement qui fait écho aux lancements récents d'ExpressVPN et NordVPN sur Windows ARM, et qui devrait sérieusement rebattre les cartes dans un secteur aussi concurrentiel que celui des VPN.

Une collaboration avec Microsoft pour une appli ARM au poil La nouvelle émane directement des équipes de Proton. Le VPN suisse propose désormais une application native pour les architectures ARM, et non une émulation d'une version x86 grâce à Prism. Un lancement qui témoigne des

Une fusion pour sauver Intel

Depuis déjà plusieurs mois, la situation d'Intel inquiète. Souvenez-vous, en août dernier, la publication des résultats du deuxième trimestre fiscal de l'entreprise avait sonné comme un coup de tonnerre.

Intel avait dans la foulée annoncé un vaste plan de restructuration visant la suppression de 15 000 postes à travers le monde et, par la suite, indiqué qu'elle cherchait à revendre Altera, achetée 16,7 milliards de dollars en 2015. Une double décision qui ne devrait pas porter ses fruits avant plusieurs mois... trop tard pour le troisième trimestre de l'exercice fiscal du groupe, lequel a été l'occasion de pertes encore plus importantes : pas moins de 16,6 milliards de dollars ! Bien sûr, le plan de licenci-

ments et les indemnités qu'il engendre ne sont pas étrangers à ces pertes abyssales, mais cela inquiète... au plus haut de l'État américain, puisque le département du Commerce envisagerait plusieurs solutions pour « sauver le soldat Intel ».

Fusion avec Qualcomm ? Marvell ? AMD ?

Plusieurs hypothèses de rachats ont déjà émergé, mais le département du Commerce serait plus enclin à l'idée d'une fusion entre Intel et une autre entreprise de la tech américaine. Cette décision ne devrait de toute façon pas être prise avant les résultats officiels de l'élection présidentielle américaine. La rumeur évoque notamment une possible fusion entre Intel et Qualcomm,

dont le P-D.G., Cristiano Amon, n'a pas caché son intérêt pour la société dirigée par Pat Gelsinger. La fusion envisagée par le gouvernement américain pourrait aussi se faire avec un acteur comme Marvell et, plus intéressant encore, le nom du concurrent de toujours circule lui aussi. AMD serait effectivement un client potentiel pour cette fusion. Il est d'ailleurs amusant de noter qu'il y a juste quelques semaines, AMD et Intel annonçaient la mise en place d'un « groupe consultatif sur l'écosystème x86 ». La fusion est encore loin d'être validée, et c'est un processus qui, de toute façon, prendrait plusieurs mois à se mettre en place, mais avouez que voir ainsi réunis les deux frères ennemis du processeur PC serait cocasse.

enjeux de performances et de sécurité soulevés par Windows ARM, alors que de plus en plus d'éditeurs s'attachent à développer des versions compatibles natives de leurs logiciels phares. On pense à Adobe Photoshop, Google Chrome, Mozilla Firefox, Brave, mais aussi et surtout à NordVPN et ExpressVPN, tous deux précurseurs dans le domaine des réseaux privés virtuels.

Pour son application ARM native, Proton VPN explique avoir travaillé en étroite collaboration avec Microsoft, de manière à offrir aux abonnés concernés une version de son réseau privé virtuel aussi sécurisée que celle disponible sur les architectures x86. On devrait donc y retrouver toutes les fonctionnalités essentielles du VPN, des protocoles OpenVPN, WireGuard et Stealth au chiffrement AES-256, en passant son infrastructure, ses serveurs Tor et Secure Core, ou encore son bouclier anti-pubs, anti-malwares et anti-suivi.

Une fin d'année chargée en nouveautés Mais l'année compte encore deux mois, et Proton espère bien les rentabiliser. En marge de son annonce concernant son arrivée sur Windows ARM, Proton VPN a dévoilé sa roadmap pour l'hiver, et mis l'accent sur quelques nouveautés intéressantes.

La prise en charge des IPv6, déjà intégrée à son application Linux et à ses extensions de navigateurs, devrait enfin arriver sur d'autres systèmes d'exploitation, le port forwarding

devrait être ajouté à macOS et complété sur Linux, le guest-mode introduit sur Android cet été devrait faire son apparition sur iOS, les versions Windows et iOS de Proton VPN devraient accueillir une refonte attendue, agrémentée de fonctionnalités très demandées, comme la possibilité de sélectionner un serveur en fonction d'une ville et non d'un pays, ou encore de masquer les serveurs gratuits lorsque l'on est titulaire d'un compte payant. Conjointement à l'ensemble de ces nouveautés, Proton VPN a également rappelé avoir activé un ensemble de serveurs gratuits à l'île Maurice et au Mozambique. Une décision qui intervient alors que les deux pays ont annoncé bloquer l'accès aux réseaux sociaux sur fond d'élections et de contestations des résultats.

Samsung One UI 7 va arriver avec plus de fonctionnalités que prévu



LE GÉANT sud-coréen ne veut pas se laisser distancer par Apple dans l'intel-

ligence artificielle. C'est sûrement pour cette raison qu'une nouvelle fonction IA similaire à ce qui se trouve dans Apple Intelligence devrait arriver avec Samsung One UI 7.

Ça y est, Apple est enfin à son tour un acteur de l'IA avec le premier déploiement d'Apple Intelligence. Une arrivée évidemment scrutée par son concurrent Samsung, qui a depuis quasiment un an déjà doté ses appareils les plus puissants d'outils d'IA, grâce à Galaxy AI. Autant dire que le concurrent éternel d'Apple ne souhaite pas être dépassé par Apple dans ce domaine.

Alors, pour rester à la hauteur, il semble que ce qui se trouve sur iOS doivent se retrouver chez Samsung. Comme cette fonction de résumé assez spéciale !

AI Notification, la nouvelle fonction IA de Samsung

Avec la prochaine mise à jour One UI 7, les propriétaires de smartphone Samsung s'attendaient à bénéficier de nouveautés en nombre. Mais s'il y avait déjà du neuf au programme, il semble que le géant de Séoul souhaite mettre le paquet, en ajoutant encore une autre option IA pour ses clients.

En effet, si l'on en croit le leaker @chunvn8888, dont SamMobile se fait l'écho, une fonction IA du nom de AI Notification devrait être intégrée à One UI 7. Celle-ci serait l'équivalent de l'outil « Notification summaries » d'Apple Intelligence.



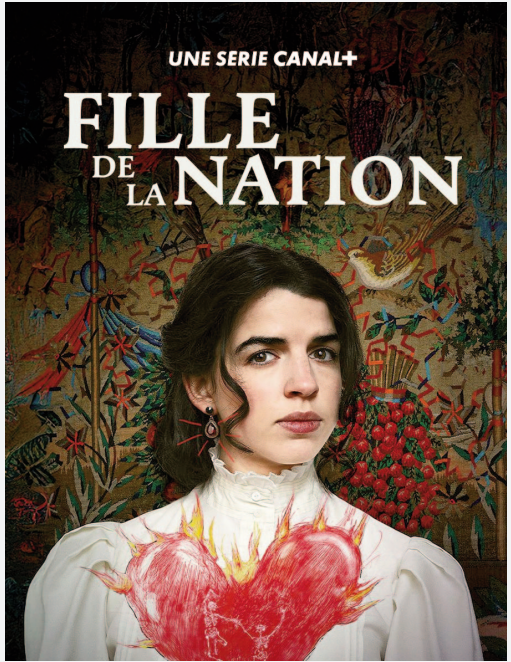
télévision

PROGRAMME DU JOUR		
21h00	Divertissement - France 2025 The Voice Kids	TFI
21h00	Divertissement Fort Boyard	2
21h00	Série policière Etats-Unis - 2024 The Rookie : le flic de Los Angeles	6
21h00	Rugby : Pro D2 Saison 2025 Brive / Vannes	CANAL+
20h50	Série humoristique France La petite histoire de France	W9
20h50	Film d'horreur Etats-Unis - Canada 2019 Ça, chapitre 2	CINE + FRISSON
21h00	Téléfilm catastrophe Etats-Unis - Albanie - 2006 Magnitude 10,5 : l'apocalypse	6ter
21h00	Cinéma Etats-Unis - 2024 Blue & Compagnie	CINE + PREMIER
21h50	Formula 1 Formule 1 : Grand Prix des Pays-Bas	CANAL+ SPORT
21h00	Cinéma - France 2024 Finalement	CINE CINEMA
20h50	Comédie France - 2018 Pierre Lapin	CANAL+ family
21h00	Série policière Etats-Unis - 1989 Columbo	TMC

21h00

la chaine

CANAL+
SERIES



Série historique (République tchèque - 2024)
Saison 1 - Épisode 1/2

Fille de la nation

Dans le tumulte de Prague, Quido Battaglia se trouve à un carrefour décisif de sa vie. Épris de Zdenka, il nourrit le rêve de fuir avec elle vers la Pologne, où son père les attend, espérant ainsi échapper aux pressions d'un mariage arrangé avec Antonin Svoboda. Dans un acte de défi, Quido et Zdenka annoncent leurs fiançailles, déclenchant une onde de choc dans la société pragoise.

22h00
Série dramatique (Etats-Unis - 2025)
Saison 3 - Épisode 1/2

Yellowjackets

Alors que l'été s'installe, les survivantes du crash aérien s'engagent dans un jeu rituel de poursuite au cœur de la forêt, une tentative de recréer un semblant de normalité et de camaraderie. Cependant, les tensions montent entre Mari et Shauna (Melanie Lynskey), révélant des fractures au sein du groupe. Alors que Shauna se débat avec les souvenirs déchirants de la perte de son bébé, elle commence à ressentir le poids écrasant de leur existence collective, une vie qu'elle n'a jamais choisie.

HORAIRES DES PRIÈRES	A N N A B A					CONSTANTINE					A L G E R					O U A R G L A					C H L E F					M O S T A G A N E M					O R A N				
	Fadjr	Dohr	Agr	Maghrib	Icha	Fadjr	Dohr	Agr	Maghrib	Icha	Fadjr	Dohr	Agr	Maghrib	Icha	Fadjr	Dohr	Agr	Maghrib	Icha	Fadjr	Dohr	Agr	Maghrib	Icha	Fadjr	Dohr	Agr	Maghrib	Icha	Fadjr	Dohr	Agr	Maghrib	Icha
	04:19	12:30	16:09	19:00	20:28	04:25	12:34	16:13	19:04	20:32	04:40	12:48	16:27	19:18	20:45	04:40	12:39	16:15	19:05	20:27	04:46	12:55	16:34	19:25	20:52	04:52	13:00	16:39	19:30	20:56	04:56	13:03	16:42	19:32	20:59

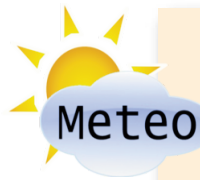
LE JEUNE

N° 8275 – SAMEDI 30 AOÛT 2025

INDÉPENDANT

www.jeune-independant.net

direction@jeune-independant.net



Maximales

Minimales

Alger	31°	20°
Oran	30°	20°
Constantine	31°	16°
Ouargla	39°	26°

UN GRAVE ACCIDENT FAIT 22 BLESSÉS À SÉTIF CES BUS QUI CONTINUENT DE SEMER LE CHAOS

Encore un drame routier sur nos routes. Vingt-deux passagers ont été blessés hier à l'aube après le renversement d'un bus sur la RN 28, près de Ras Isly, au sud de Sétif. Un accident qui relance le débat sur la dangerosité de ces véhicules et sur la responsabilité des conducteurs.



Nouveau drame routier.

La série noire des accidents impliquant des bus de transport public se poursuit. Vendredi, vers 5 heures du matin, un bus de taille moyenne en provenance de M'sila a dérapé avant de se renverser sur la route nationale n°28, près de la localité de Ras Isly (commune de Rasfa), au sud de Sétif. Selon le commandant Ahmed Lamamra, responsable de la communication de la direction de wilaya de la Protection civile, le véhicule transportait vingt-deux passagers âgés de 15 à 42 ans. Tous ont été blessés, certains grièvement, avant d'être évacués vers les hôpitaux de Salah-Bey et d'Aïn Oulmène. L'opération de secours a mobilisé cinq ambulances et un camion d'intervention des unités de la Protection civile d'Aïn Oulmène et d'Aïn Azel, appuyées par les éléments de la gendarmerie nationale.

Ces derniers ont sécurisé les lieux et entamé une enquête afin de déterminer les causes exactes de l'accident. Cet énième drame soulève à nouveau la question de la vétusté des bus de transport public et de l'imprudence de certains chauffeurs, accusés de transformer leurs véhicules en véritables «engins de mort». Les longues distances, les horaires nocturnes et l'état parfois dégradé des routes accentuent les risques. Face à la multiplication des accidents, les autorités tentent d'agir en amont. Le groupement territorial de la Gendarmerie nationale de Sétif a lancé, dimanche dernier, une vaste campagne de sensibilisation à la gare routière de la capitale des Hauts-Plateaux. «Cette initiative vise à prévenir les accidents impliquant les bus de transport de voyageurs desservant les longs trajets, dans le

cadre du plan de sécurisation de la saison estivale», a expliqué le sergent-chef Soltani Moundher. La campagne, qui se poursuit jusqu'au 31 août, met l'accent sur les risques mortels liés au non-respect du code de la route. Des dépliants ont été distribués aux conducteurs, accompagnés de conseils pratiques sur l'importance de la prudence au volant et du respect des règles de conduite. L'opération sera élargie aux gares routières d'El Eulma et d'Aïn Oulmène, ainsi qu'à l'autoroute Est-Ouest. Elle associe plusieurs acteurs : la direction des transports, la sûreté nationale et la Protection civile, afin de toucher le plus grand nombre de chauffeurs. Le Président Abdelmadjid Tebboune en a fait une affaire nationale. Dans la foulée du drame de Oued El Harrach, survenu le 15 août dernier et qui a coûté la vie

à plusieurs passagers d'un bus, le chef de l'État a réagi avec fermeté. Promettant une véritable «thérapie de choc» contre l'insécurité routière, il a réuni mardi les responsables concernés pour annoncer une batterie de mesures concrètes. Il s'agit de l'importation de 10 000 bus neufs, une campagne massive de remplacement des pneumatiques et l'adoption de nouvelles législations et contrôle renforcé des véhicules et des chauffeurs. Il convient de souligner que les routes nationales enregistrent chaque année des milliers d'accidents en Algérie, souvent liés à l'excès de vitesse, au non-respect du code de la route ou à l'état des véhicules. Rien qu'en 2024, plus de 2.800 personnes ont perdu la vie et près de 30.000 autres ont été blessées, selon les chiffres de la Gendarmerie nationale.

Aymen Dahmani

Nabil B.

TIZI OUZOU

La reine figue fait sa fête à Lemsella

LA FIGUE fraîche, dans toute sa splendeur esthétique et nutritive, a été célébrée, jeudi et vendredi derniers, à Lemsella, à l'occasion de la 15e édition de la «Fête de la figue». Cet événement, organisé depuis plus d'une décennie, est devenu une tradition pour ce village de la commune d'Illoula-Oumalou, dans la daïra de Bouzguène, à Tizi Ouzou, connu pour sa production de figues. Près de soixante exposants, venus de huit wilayas du pays, Sétif, Bordj, Bou Arréridj, Boumerdes, Alger, Béjaïa, Bouira et Tizi Ouzou, ont pris part à cette manifestation, offrant au public l'occasion de découvrir et de savourer l'authenticité de la figue fraîche. Ce fruit, qui se déguste avec sa peau après avoir retiré son pédoncule, se décline en une large palette de couleurs : vert foncé, céladon, jaune, brun ou encore noir, selon l'espèce du figuier. Toutes ces variétés étaient exposées lors de ce rendez-vous festif, suscitant l'intérêt et la curiosité des visiteurs. La fête a été initiée par l'association culturelle Tighilt Lemsella et le comité de village, avec le soutien de l'APW de Tizi Ouzou, de l'APC d'Illoula-Oumalou ainsi que des directions de wilaya des services agricoles, de la culture et des arts, de la jeunesse et des sports, du tourisme et de l'artisanat, sans oublier le Théâtre régional Kateb Yacine. Le coup d'envoi de cette 15e édition a été donné par le président de l'APW, le Dr Youcef Sid-Ali, en présence d'un public nombreux venu célébrer ce fruit emblématique de la région.

De notre bureau,
Saïd Tisseguine

LORS D'UNE VISITE AU JEUNE INDÉPENDANT

L'ambassadeur d'Iran salue le rôle pivot de l'Algérie

L'AMBASSADEUR de la République islamique d'Iran en Algérie, Mohammad Reza Babeei, a salué le rôle pivot de l'Algérie dans le soutien des causes justes, soulignant l'importance accordée par Téhéran au renforcement de ses relations avec cet important pays du monde arabe et africain. Lors d'une visite au siège du journal du Jeune Indépendant, à la Maison de la presse, au 1er Mai à Alger, mercredi après-midi, l'ambassadeur a évoqué les initiatives et les engagements pris par l'Algérie depuis son adhésion en tant que membre non permanent au Conseil de sécurité des Nations unies, notamment ses «nobles prises de positions» s'agis-

sant de l'agression barbare israélienne dont est victime le peuple palestinien dans la bande de Gaza. Le diplomate iranien a également salué «les positions prises par l'Algérie contre l'agression israélienne ayant visé les souverainetés du Liban, de l'Iran et de la Syrie, ainsi que ses efforts, sous l'orientation du président Abdelmadjid Tebboune, en vue de résoudre par les moyens diplomatiques les crises et les conflits auxquels est confronté la communauté internationale». Lors de son échange de vues avec le directeur du journal, M. Kamel Mansari, il a également souligné l'extrême importance que les dirigeants de Téhéran accordent à la promotion

et au développement des relations bilatérales entre l'Algérie et l'Iran, ainsi qu'à l'intensification des consultations sur les questions qui interpellent les deux pays frères. À cette occasion, il a salué le rôle joué par les médias algériens dans la défense de la cause palestinienne et des peuples opprimés, ainsi que dans la mise en garde contre les dangers auxquels sont exposés certains pays de la région arabe et islamique, notamment l'Algérie et l'Iran. M. Babaei a estimé que les médias algériens constituent un modèle singulier et digne de respect.

S. Ould Brahim